

MORONDAVA

# Projet titre vert Menabe Antimena

P.7



# MAHA VOKATSE

NUMERO  
08

Juin 2023

Magazine semestriel du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage



# LA PEPINIERE D'ANTSIRABE



Production de plants fruitiers, caféiers, ornementaux et forestiers et de fleurs



Production de miels tropicaux  
Ruches et fournitures pour l'apiculture  
Formation, études et conseils  
en arboriculture fruitière et en apiculture



Siège Social : Tsivatrinikamo P.K 3 (Enceinte FIFATA et CECAM) - Route de Betafo 110 ANTSIRABE  
034 01 465 68 \* 032 04 352 93 \* 034 08 170 99 \* 033 20 167 41  
lapepinier@moov.mg - lapepinierantsirabelpa@gmail.com  
Facebook : Pépinière Antsirabe Antsirabe Page : La Pépinière d'Antsirabe

**AGRIVET**  
*Antoky ny vokatrao*

## POUR UNE AGRICULTURE DURABLE

Pour tout  
type de  
cultures



**NPK 4-3-3**



Pour les  
fruits et  
légumes



**FERTILEADER  
GOLD**

032 11 370 43  
contact@agrivet.mg  
Lot 01 A Ambohibao

ENGRAIS  
BIO

CONTRÔLE ECOCERT  
F-32600



# Sommaire

- 6** Le Gouvernement Malgache relance les activités agricoles dans les camps pénitentiaires
- 7 MORONDAVA 17 MARS 2023**  
Atelier de démarrage technique du projet titre vert Menabe Antimena
- 8** Présentation des résultats de l'analyse de l'agriculture numérique à Madagascar
- 8** Lancement du projet de promotion de l'agriculture orientée vers le marché
- 9** Visites de courtoisie auprès de monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy RAMILISON
- 10** Pdsa fruit d'un partenariat public privé
- 11** Collaboration renforcée entre Madagascar et Japon
- 12 LE MINAE ET LA FAO**  
Renforcé son partenariat par le lancement du projet
- 12 COOPÉRATION MINAE - ETG INPUTS MADAGASCAR :**  
Une facilitation de l'accès aux engrais
- 13 LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE DANS LE SUD :**  
Miser sur la complémentarité des ressources
- 15 LUTTE ANTIACRIDIEENNE :**  
Une lutte sans relâche menée par le MINAE et ses partenaires
- 15 Madagascar, fortement impliqué au niveau de l'AFRICA RICE pour renforcer l'atteinte du velirano numero 9**
- 38 STRATEGIE SOFT**  
D'accélérer la réforme et la transformation du secteur Agricole de Madagascar

## 16 CASEF

Le certificat foncier, une sécurisation foncière optimale pour tous : Une affaire d'état.

## 18 PURPA

Lancement officiel du projet projet purpa afin d'accroître la production, renforcer la sécurité alimentaire et réduire la dépendance du pays aux importations de produits alimentaires

## 20 DEFIS

- Mangafototra, le riz de luxe qui fait la renommée de l'ihorombe
- Success story de la production arachidiere a bekily
- L'oignon, filière rémunératrice dans le sud

## 22 Jumelage SPS Madagascar – France/Italie

Appui au renforcement du dispositif de surveillance et de contrôle de la qualité et conformité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et agroalimentaires à Madagascar

## 25 UNION EUROPÉENNE

- Atelier de lancement conjoint des 4 projets de AFAFI-NORD financés par l'Union Européenne dans la région d'Analanjirifo
- Préparer les producteurs pour faire face aux défis actuels et futurs
- Amélioration génétique caprine dans le Sud de Madagascar
- Dotation de matériels agricoles dans le cadre du projet parc

## 30 PADAP

Le Projet PADAP s'articule autour de quatre principaux volets d'intervention pour aboutir à la réalisation de ses objectifs de développement.

## 32 FDA

Renforcer la collaboration avec ses partenaires techniques et financiers

## 33 PAPRIZ

Le Projet PAPERIZ contribue davantage à l'atteinte de l'autosuffisance en riz à Madagascar par la vulgarisation de nouvelles variétés de riz Fy Vary 85 et Fy Vary 32

## 34 PROJERMO

L'intervention du PROJERMO à Mandrosonoro, à Amborompontsy et à Ambatomainty Sud a suscité le développement socio-économique de leurs communes

## 36 FORMAPROD

Principaux indicateurs de réalisation de FORMAPROD

### EDITION MADAWORK

Rédaction : Cellule de Communication MINAE  
2 000ex - Régie Publicitaire : MADAWORK

Collaborations & Crédits photos : MINAE- MADAWORK

Infographiste : Johan RAKOTOZAFY

Contact : 034 39 111 55 / madawork6@gmail.com



Monsieur  
Harifidy RAMILISON

Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage

## EDITO

Chers lecteurs et lectrices,

C'est avec un immense plaisir que je m'adresse à vous à travers les pages de ce huitième numéro de Mahavokatse, le magazine qui met en lumière les réalisations et les perspectives du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage de Madagascar.

Au cours du premier semestre de cette année, notre pays a continué de progresser sur la voie de l'Autosuffisance alimentaire, Velirano 9 de son Excellence Monsieur le Président de la République. Nous sommes convaincus que l'agriculture et l'élevage jouent un rôle clé dans la transformation socio-économique de Madagascar, et nous avons travaillé avec détermination pour en faire une réalité.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers tous les acteurs du secteur agricole, les agriculteurs, les éleveurs, les chercheurs, les organisations de la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers ainsi que les agents de MINAE. Leurs efforts et leur dévouement sont indispensables à la réussite de nos actions et à l'atteinte de nos objectifs communs.

Je vous invite donc à découvrir, à travers les pages de ce magazine, les réalisations phares du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage au cours de ce premier semestre 2023. Ensemble, nous pouvons continuer à construire un avenir meilleur pour notre pays, où l'agriculture et l'élevage occupent une place centrale dans le développement durable et l'amélioration des conditions de vie de notre population.

Je vous souhaite une agréable lecture



MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ELEVAGE

## LE GOUVERNEMENT MALGACHE RELANCE LES ACTIVITÉS AGRICOLES DANS LES CAMPS PÉNITENTIAIRES



Antananarivo, Madagascar - Le 20 avril 2023, le Ministère de la Justice (MINJUS) et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE) ont procédé à la signature d'un accord de partenariat pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de relance des Activités dans les Camps Pénitentiaires. L'accord vise à améliorer la quantité et la qualité de la nutrition dans les prisons malgaches, ainsi qu'à préparer les détenus à leur réinsertion dans la société par la professionnalisation des activités agricoles dans les camps pénitentiaires.

Le rationnement actuel d'environ 30 000 prisonniers à Madagascar représente une énorme charge financière pour le gouvernement malgache. Le MINJUS a donc élaboré une Stratégie nationale de relance des activités dans les camps pénitentiaires afin de renforcer la contribution des camps pénitentiaires à l'approvisionnement alimentaire des prisons malgaches. Le MINJUS a sollicité l'appui du MINAE pour professionnaliser l'exploitation agricole dans ces camps.

Le MINAE, pour sa part, a identifié les détenus comme un groupe cible prioritaire pour les initiatives visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle à Madagascar, comme indiqué dans le Velirano n° 9 du PEM, engagement de son Excellence Monsieur le Président de la République, Andry RAJOELINA. L'expérience du MINAE en matière d'installation et d'intégration des jeunes dans l'agriculture, de formation des formateurs, de développement des relations entre les opérateurs du marché et les producteurs, de développement de systèmes locaux de soutien (formateurs d'agriculteurs) et de mise en œuvre de la Stratégie pour les services aux producteurs, est inestimable pour soutenir l'initiative du MINJUS et faciliter la réinsertion sociale des détenus.

L'accord de partenariat définit les conditions et les modalités de collaboration entre les deux ministères pour atteindre les objectifs

de la Stratégie nationale de relance des activités dans les camps pénitentiaires. Le partenariat vise à augmenter et diversifier la production agricole dans les camps pénitentiaires à travers la professionnalisation de l'exploitation de leurs terres agricoles. Il vise également à mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités des détenus dans le secteur agricole, en facilitant leur réinsertion sociale et en les valorisant en tant qu'agents de développement dans le secteur agricole.

Le ministère de la Justice est le maître de l'exécution du projet, assurant la prise de décision sur les actions à mettre en œuvre. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage par contre accompagnera cette mise en œuvre en fournissant un appui technique aux camps pénitentiaires et aux détenus.

Ce partenariat repose sur les valeurs promues par les deux ministères, telles que le respect des droits de l'homme, l'intégration sociale et le développement agricole. Il représente une avancée dans les efforts du gouvernement malgache pour améliorer la nutrition et les conditions de vie des détenus tout en les préparant à leur réinsertion dans la société.

MORONDAVA 17 MARS 2023

## ATELIER DE DEMARRAGE TECHNIQUE DU PROJET TITRE VERT MENABE ANTIMENA

Le vendredi 17 mars 2023, s'est tenu officiellement à Morondava, l'atelier de démarrage technique du projet titre vert Menabe Antimena, un projet sous le lead du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE) et en collaboration avec le Ministère de l'Environnement et de Développement Durable (MEDD) et du Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Service Foncier (MATSF).

Le projet est en partie appuyé par l'USAID (Mikajy-Hay tao/Sehatra lombonana ho an'ny fananan-tany) et l'Access Office International de Migration, les projets AD2M-FORMAPROD-FDA, Helvetas, WWF et Madagascar Voakajy.

Le projet Titre Vert Menabe Antimena est un défi lancé par le Président de la République de Madagascar. Il cadre dans la réalisation du Velirano n° 9 : « Autosuffisance alimentaire » et du Velirano 10 : « Gestion durable des Ressources naturelles » et a pour objet de fournir une assistance sociale pour la population et pour restaurer l'Aire Protégée Menabe Antimena (APMA), vu qu'au cours des 20 dernières années, environ 45 381 hectares de forêt ont été détruits dans cette zone.

Les bénéficiaires directs du projet sont les migrants venant du Sud (Androy et Mahafaly) qui occupent illicitement le noyau dur de APMA actuellement. 500 familles d'immigrés regroupant environ 1.700 individus et 320 familles autochtones installées dans les villages d'Andranovao, d'Andranomagnitsy et de Besetroka sont les bénéficiaires de cette première phase du projet qui vont bénéficier des initiatives suivantes :

- La sécurisation foncière;
- La construction d'infrastructures sociales (adduction d'eau potable, CSB, sécurité, éducation);
- L'appui en développement agricole (les trois VOIs inclus).
- Le renforcement de la conservation de l'environnement.

Pour le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage :

L'objectif spécifique est de contribuer aux moyens de subsistance durables des populations autour des aires protégées, de pallier leur dépendance aux ressources naturelles, et de les accompagner à faire face aux chocs climatiques. Les activités à vocation agricole du projet sont regroupées autour de 3 composantes :

- ◆ L'appui à la production Agricole (agriculture et élevage) par le regroupement des agriculteurs en coopératives, appui technique (formation), appui en intrants agricoles, appui matériel, réhabilitation de 17000 ha de terrain à vocation agricole, aménagement de 10 000ha de terrains agricoles (Rendements



augmentés : 70 % des ménages), élevage de poulets et des petits ruminants). Ainsi, environ 820 infrastructures d'élevages seront construites ;

- ◆ Le développement de chaînes de valeur durables : agriculture durable pour arachide, agriculture alternative : culture maraichère (sorgho-pois de cap-manioc-patate douce)
- ◆ Le développement de la finance rurale : revenus sécurisés et augmentés : 80 % des ménages des ménages améliorent de 10 % par an leurs revenus issus des productions commercialisées.

Lors de son allocution, le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy RAMILISON, a souligné que « ce projet titre vert Menabe Antimena est un projet intégré. Il a également annoncé que Son Excellence Monsieur Président de la République ne cesse de chercher toutes les meilleures solutions pour développer la grande île. Le projet Titre vert est un grand programme de travail sous le lead du PRM au sein du MINAE qui va démarrer dans les 23 régions dans les 3 prochaines mois à venir afin que 2 544 jeunes puissent bénéficier de terrain. »

Le Ministre de l'Environnement et de Développement Durable, VINA Orléa, pour sa part, a également annoncé que 7000 ha de superficie seront reboisés durant la mise en œuvre du projet, dont 5 000 ha seront consacrés à la restauration de la forêt et 2 000 à vocation énergétique.

D'autre part, le MATSF a rassuré que la délimitation du terrain pour l'installation dudit projet a commencé ce lundi 20 mars 2023, et des efforts seront déployés pour l'achever dans 20 jours.

Enfin, le Gouverneur de la région de Menabe a souligné également que le projet Titre Vert Menabe est un projet très important permettant de disposer une solution à long terme pour la protection et la restauration de l'APMA.

### 9 Composantes constituent le projet titre vert Menabe Antimena, à savoir :

Composant 1	Officialisation du projet titre vert Menabe Antimena en engagement des partenaires
Composant 2	sécurisation foncière des 7 nouveaux villages et des 3 villages existants- processus Titre vert
Composant 3	Construction des infrastructures publiques
Composant 4	Déplacement volontaire et accueil des migrants
Composant 5	Agriculture et élevage
Composant 6	Environnement et reboisement
Composant 7	Santé
Composant 8	Éducation
Composant 9	Sécurisation du site

## PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ANALYSE DE L'AGRICULTURE NUMERIQUE À MADAGASCAR

Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale de digitalisation des services agricoles à Madagascar, un atelier de présentation, de consultation et de validation de l'état des lieux de l'agriculture numérique à Madagascar a été organisé ce vendredi 10 février 2023 à Ivandry, avec l'appui de la FAO.

Une étude sur l'état des lieux des initiatives de digitalisation ou utilisation de la technologie pour renforcer les services et conseils agricoles y compris la nutrition a été menée, et cet atelier rentre dans le cadre de présentation de ses résultats.

La digitalisation du secteur agricole est un élément important pour la transformation et l'amélioration de l'agriculture de Madagascar. Aussi, elle s'aligne parfaitement avec le Velirano 9, engagement de son Excellence Monsieur le Président de la République : l'autosuffisance alimentaire à Madagascar.

Le gouvernement a déjà enclenché la vitesse supérieure dans son passage vers la transformation numérique à travers les efforts entrepris conjointement par le Ministère du développement numérique, de la transformation digitale, des postes et des télécommunications et le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Pour le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, 3 grands projets ont été déjà menés tels que : (1) la professionnalisation et la formalisation du métier d'agriculteur par l'octroi des cartes de producteur digitalisées. En effet, la carte permet de dresser une base de données sur les activités des producteurs, de leurs

exploitations, des appuis obtenus, (2) la mise en place du système de traçabilité et d'identification par boucle infalsifiable à lecture électronique, une solution numérique instaurant un système de gestion de l'identification et de la traçabilité en synergie. Il s'agit d'un dispositif d'appui à la lutte contre le vol des bétails, et enfin (3) l'utilisation de la hot line 321 pour la diffusion des calendriers culturels ainsi que des conseils agricoles.

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage a souligné lors de son allocution que « les acteurs du secteur agricole sont unanimes sur la nécessité de la digitalisation des services agricoles. La digitalisation constitue également un élément important pour la transformation et l'amélioration de l'Agriculture de Madagascar ». Plusieurs initiatives et des projets pilotes de création de plateformes d'échange numériques sont en cours de mise en œuvre pour faciliter l'accès aux informations, avec une implication dynamique du gouvernement à travers les différents Ministères comme le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ou le MINAE ; le Ministère du Développement Numérique, Transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications ou MNDPT et autre.

## LANCEMENT DU PROJET DE PROMOTION DE L'AGRICULTURE ORIENTEE VERS LE MARCHÉ

Le 17 février 2023 à Anosy, le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage ainsi que Madame TANAKA Kaori, Représentante Résidente du bureau de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) à Madagascar ont signé le document « Record of Discussions » pour le nouveau projet de coopération technique SHEP ou Projet de Promotion de l'Agriculture Orientée vers le Marché, dans le but d'atteindre l'objectif fixé par le gouvernement qui est l'autosuffisance alimentaire.

Il s'agit du premier projet à intégrer l'approche SHEP ou « Small-Holder Empowerment and Promotion » dans le système de vulgarisation agricole à Madagascar. Cette approche met l'accent sur les aspects psychologiques des bénéficiaires avant de se lancer dans la production et accorde de l'importance à la génération de revenus, afin que les bénéfices soient partagés de manière adéquate entre les membres de la famille pour « améliorer le bien-être au niveau du ménage ». Cette approche est cruciale pour la professionnalisation des producteurs.

Le projet sera mis en œuvre par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, plus précisément par la nouvelle Direction de Vulgarisation et Formation Agricole et Rurale (DVFAR), sur une période de cinq ans.

10 techniciens malagasy ont été envoyés en mission au Japon durant le premier trimestre de l'année 2023 pour suivre une formation sur cette approche SHEP, qui leur a permis de renforcer les agents experts SHEP déjà existants au MINAE.



## VISITES DE COURTOISIE AUPRES DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE, Harifidy RAMILISON.



15 février 2023 - Visite de courtoisie de l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud à Madagascar, SEM Sisa NGOMBANE



15 février 2023 - Visite de courtoisie d'une délégation de l'ASARECA (Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa) conduite par son Directeur Exécutif, Enoch Warinda



25 mai 2023 - Visite de courtoisie de la Représentante de la Banque mondiale à Madagascar Mme Marie Chantal Uwanyiligira



13 mars 2023 - Visite de courtoisie de l'Ambassadeur de la Corée du Sud, SEM Son Yong.



31 mars 2023 - Visite de courtoisie de l'Ambassadrice de la République Arabe d'Égypte, Madame Rabab Saïd Abdou Abdelhadi.



13 mars 2023 - Visite de courtoisie de l'Ambassadeur de Maurice à Madagascar, SEM Marie Noëlle Françoise Labelle.



15 mars 2023 - Visite de courtoisie de la Directrice Générale de la Banque Africaine de Développement, Madame Leïla Farah Mokaddem.

## PDSA FRUIT D'UN PARTENARIAT PUBLIC PRIVE

Dans le cadre de l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire objet du Velirano N°9, le Président de la République Andry Rajoelina a lancé officiellement le projet de distribution de sulfate d'ammonium dans la commune rurale de Morarano Chrome, District d'Amparafaravola, Région d'Alaotra Mangoro le 16 février 2023. Ce projet est le fruit de la négociation du Chef de l'Etat avec le Président du groupe japonais Sumitomo, actionnaire majoritaire d'Ambatovy, durant la 8ème édition de la conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD) à Tunis en août 2022. L'objectif est d'augmenter le rendement rizicole jusqu'à 5 tonnes/ha contre 2 tonnes en moyenne à l'hectare actuellement.



### Le sulfate d'ammonium

Suite aux recherches depuis 2010 sur le Sulfate d'Ammonium au sein des centres de recherches FOFIFA tels FOFIFA Kianjasoa, Région Bongolava et FOFIFA Antsirabe, Région Vakinankaratra, et FOFIFA Ambohitsilaozana, Région AlaotraMangoro, il a été constaté que l'engrais sulfate d'ammonium est similaire à l'urée en raison de sa teneur en azote, qui est un élément nécessaire pour le sol à Madagascar. En 2016, l'utilisation d'engrais SA a été approuvée par le FOFIFA car son utilisation est sans danger et qu'il fertilise le sol. En outre, il a été constaté que l'engrais SA augmente le nombre de talles de riz et que les grains de riz sont pleins (moins de paillettes). L'engrais SA peut être utilisé pour d'autres cultures qui nécessitent une quantité élevée de soufre comme les oignons. Madagascar importait depuis de nombreuses années cet engrais au sulfate d'ammonium ou SA en raison de sa teneur en azote,

D'ailleurs, son importation a été multipliée par sept dans les années 2017-2021. Ainsi, ce projet répond aux attentes des exploitants agricoles

Mme ANDRIAMELISOA Noroniaina, agricultrice formatrice, qui utilise l'engrais Sulfate d'Ammonium selon la technique PAPRIZ depuis 2017, a témoigné du fait que « L'avantage d'utiliser l'engrais Sulfate d'Ammonium est que la production est bonne. Le rendement du riz peut atteindre les 5 tonnes/ha. Il est non toxique et facile à utiliser »

### Le projet de distribution de sulfate d'ammonium

Au total, 500 tonnes d'engrais de Sulfate d'Ammonium ont été remises par la Société Ambatovy. 238 tonnes ont été distribuées aux agriculteurs de la plaine PC 23 s'étendant sur 10 000 ha dans la Région d'Alaotra Mangoro. On estime une prévision de rendement en riz de 2 380 tonnes dans la plaine du PC 23 pour cette campagne. 225 000 agriculteurs à travers 11 régions de la Grande île, à savoir AlaotraMangoro, Analamanga, Bongolava, Itasy, Vakinankaratra, Amoron'i Mania, Analanjirifo, Atsinanana, Betsiboka, Boeny et Menabe bénéficieront de ce projet PDSA.

Le projet PAPRIZ assurera la distribution jusqu'aux bénéficiaires. Ces derniers suivront des formations sur la technique PAPRIZ, coopération avec la JICA et l'utilisation du dosage d'engrais utilisés afin d'assurer une exploitation durable du sol.

La fertilisation du sol est devenue une des clés d'un système agricole moderne permettant l'utilisation des champs pour des différentes cultures. Le MINAE ne cesse de déployer tous les moyens pour augmenter le rendement et atteindre ainsi l'autosuffisance alimentaire.



## COLLABORATION RENFORCEE ENTRE MADAGASCAR ET JAPON

La cérémonie de signature d'échange de notes portant sur l'acquisition d'engins et de matériels agricoles dans le cadre du Plan de Développement Économique et Social, entre Son Excellence Monsieur ABE Koji, Ambassadeur du Japon et le Gouvernement Malgache représenté à cette occasion par Son Excellence Madame Yvette SYLLA, Ministre des Affaires Etrangères, en présence de Son Excellence Monsieur Harifidy RAMILISON, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage s'est tenue à Anosy le 16 mars 2023.

Madagascar et Japon sont unis par des liens d'amitié et de coopération depuis plus de 60 ans. Tout au long de ces années, les deux pays ont échangé des expériences et des savoir-faire, et collaboré dans le partage et l'entraide, notamment sur le plan agricole à travers les différents projets tels que PAPRIZ, FY VARY, PC 23.

Ce don d'une valeur de 7.536.723 dollars (USD) se répartit en Sulfate d'ammonium, 09 tracteurs de 100CV, 02 tracteurs de 30CV, 04 semoirs de 10 lignes, 11 charrues réversibles, 11 remorques, 44 repiqueuses, 08 moissonneuses, 08 riz destoner, 06 Grind Mill pour le charbon balle du riz, 43 motopompes, 10.000 boîtes de pépinières, 01 camion type cargo 4T Tonnes et 08 camions type cargo de 2 Tonnes. Matériels et équipements sont destinés aux Centres de Recherche FOFIFA, ainsi qu'aux pôles de productions rizicoles appuyés par les directions générales de l'agriculture et de l'élevage pour pouvoir développer pleinement leurs activités de production rizicole.

Lors de son allocution, Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage a affirmé que : « Ce projet de don est en parfait alignement avec notre Stratégie Nationale de Développement Rizicole (SNDR). L'acquisition de ces matériels vont permettre de poursuivre une riziculture moderne à travers la mécanisation. Une mécanisation combinée avec la vulgarisation à grande échelle des techniques PAPRIZ dans les régions vont nous permettre d'augmenter substantiellement et durablement la productivité et la production du riz afin de satisfaire la demande locale et dégager un surplus pour l'exportation et refaire de Madagascar le grenier à riz de l'Océan Indien. »

Par ce geste, le Japon aide Madagascar à surmonter une partie des problèmes techniques et logistiques du secteur agricole à



travers la dotation d'engins et des équipements modernes. Après les terribles répercussions économiques de la Covid-19, et de la guerre en Ukraine, l'inflation et les pertes agricoles astronomiques causées par les trois cyclones : Batsirai, Emnati et Cheneso qui ont frappé l'île, l'utilisation de ce don du gouvernement japonais devrait contribuer à augmenter la capacité productive des agriculteurs malgaches et à améliorer les rendements en termes quantitatifs et qualitatifs.

L'Ambassadeur du Japon à Madagascar a clôturé son discours en rappelant la volonté ferme du Japon d'aider Madagascar dans toutes les initiatives des autorités pour accéder à l'autosuffisance rizicole, et d'apporter tous les soutiens agricoles nécessaires pour contribuer au développement socio-économique du pays.

La signature de ce projet de don est un nouvel élan pour l'avenir du développement de la filière riz, pilier de l'autosuffisance alimentaire et de l'émergence social et économique du pays.



## LE MINAE ET LA FAO RENFORCE SON PARTENARIAT PAR LE LANCEMENT DU PROJET

« APPUI INSTITUTIONNEL A LA TRANSFORMATION INCLUSIVE ET DURABLE  
DES SYSTEMES ALIMENTAIRES A MADAGASCAR »

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage de Madagascar et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ont signé un accord le 27 mars 2023 pour lancer un projet visant à transformer les systèmes alimentaires du pays de manière inclusive et durable. Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy RAMILISON, a souligné que l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont à l'origine de nombreux handicaps qui ne peuvent que conduire à la persistance de la pauvreté.



Financé à hauteur de 395 000 USD, le projet est mis en œuvre de décembre 2022 à décembre 2024.

Le projet vise à augmenter la productivité pour assurer la sécurité alimentaire de la population et le MINAE a déjà pris des mesures pour mettre en place des structures techniques pour suivre la mise en œuvre des politiques et des stratégies pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la transformation des systèmes alimentaires durables. La FAO interviendra pour renforcer les capacités de ces structures afin d'accélérer l'amélioration de la résilience des exploitations familiales agricoles et le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à Madagascar.

Les résultats attendus comprennent la coordination, la cohérence et la convergence des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour renforcer la résilience des cibles. Le projet ambitionne également de mettre en place une coordination des informations pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la transformation des

systèmes alimentaires, d'améliorer le suivi des projets et des programmes, ainsi que de proposer des formations agricoles portant sur l'Agriculture sensible à la nutrition (ASN) et l'Agriculture intelligente face au climat (AIC).

Le MINAE et la FAO ont profité de l'occasion pour procéder à la remise des matériels dans le cadre du projet visant à soutenir l'innovation et la digitalisation des systèmes agroalimentaires. Il s'agit d'équipements informatiques (ordinateurs et imprimantes) pour soutenir les premiers pas déjà engagés vers la transformation digitale du secteur agricole.

## COOPÉRATION MINAE - ETG INPUTS MADAGASCAR : UNE FACILITATION DE L'ACCÈS AUX ENGRAIS



Le gouvernement malgache cherche constamment des solutions pour résoudre les difficultés des agriculteurs en matière d'engrais, dans le but de promouvoir l'agriculture et d'améliorer l'accès aux engrais afin d'accroître la productivité agricole du pays pour atteindre le Velirano numéro 9 du Président : l'autosuffisance alimentaire.

En effet, Madagascar affiche l'un des niveaux les plus faibles d'utilisation d'engrais chimiques par hectare en Afrique, avec 8,8 kg en 2020 selon la FAO, soit trois fois moins que la moyenne sur le continent (26,4 kg).

Lors du conseil des ministres du 01 février 2023, la création d'une société de transformation, de mélange et de conditionnement d'engrais NPK à Madagascar a été approuvée. Cette initiative a été concrétisée par la signature d'une convention de coopération entre le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE) et la société ETG Inputs Madagascar, le 17 février 2023 à Anosy.

La société ETG fait partie d'un grand groupe d'entreprises opérant dans toute l'Afrique, qui a comme activité la vente au détail et la distribution de produits agrochimiques. Elle produira jusqu'à 36 000 tonnes d'engrais par an, conformément à l'objectif fixé dans l'accord.

L'entreprise s'engage à vendre les engrais qu'elle produit sur le marché intérieur à un prix inférieur à 10 % du prix actuel du marché et à faire don de 20 % des engrais qu'elle produit gratuitement au MINAE afin d'être distribués aux agriculteurs les plus vulnérables. Ce partenariat durera 10 ans et pourra être renouvelé si les résultats sont satisfaisants.

Le protocole d'entente stipule également qu'après 30 ans d'exploitation, les biens acquis ou réalisés par la société ETG à l'aide de ses ressources propres deviendront la propriété de l'État malgache.



## LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE DANS LE SUD : MISER SUR LA COMPLEMENTARITE DES RESSOURCES

Le MINAE, la région Androy, la région Itasy et le PAM signent une convention de partenariat quadripartite pour la production de maïs et de sorgho dans la région Itasy afin d'approvisionner la banque alimentaire dans la région Androy.

Cette signature démontre la détermination de chaque partie pour la lutte contre le kere et l'insécurité alimentaire dans le sud. Cette initiative associant les régions Itasy et Androy mise sur la complémentarité des ressources des deux régions, mais aussi, sur la synergie des approches entre acteurs publics et organismes internationaux. Elle a pour objectif de renforcer la résilience des populations vulnérables du sud et d'assurer une disponibilité alimentaire continue pour les ménages victimes du Kere.

Dans le cadre de ce partenariat, le MINAE fournira les intrants agricoles (hors semence) et les engrais organiques pour une superficie de 500 Ha, fournira les engins et petits matériels agricoles, assurera l'encadrement et conseils techniques ainsi qu'un suivi pour la protection des cultures contre les organismes nuisibles.

Le PAM s'engage à fournir les semences de 1t de sorgho et 7,5t de maïs, et d'en assurer le transport vers la région Itasy, à acheter 80% des produits récoltés à destination de la région Androy. Le PAM mettra, en outre, en place un paquet d'activités pour appuyer la résilience communautaire à l'instar de la mise en place d'unités de transformation alimentaire, l'implémentation d'un système de réserves alimentaires, et la mise en place du projet de transformation rurale rapide.

La région Itasy s'engage à mettre à disposition du projet, 500 Ha de terrain pour la culture de maïs et de sorgho et d'autres cultures selon les calendriers culturaux, à fournir le matériel de labour, à mettre en place des conventions avec des partenaires tels que les coopératives agricoles ou les entreprises du secteur privé pour assurer les productions.

La région Androy, quant à elle, mettra à disposition les infrastructures nécessaires pour le stockage ainsi que le transport des produits récoltés depuis les sites de production jusqu'à la région.

Aujourd'hui, le PAM figure parmi les principaux partenaires du MINAE et du Gouvernement de Madagascar dans sa quête d'autosuffisance Alimentaire, Velirano N° 9 du Président de la République de Madagascar SEM Andry RAJOELINA. Le programme marque ainsi sa volonté à soutenir le gouvernement Malagasy à résoudre le problème du Sud grâce à un ensemble d'interventions intégrées pour ne citer que l'appui au programme de développement du sorgho et du maïs, de la production jusqu'à l'accès au marché dans la région Vakinankaratra, pour prioritairement alimenter les banques alimentaires dans la Région Androy, la mise en œuvre du Rapid Rural Transformation (RRT) et le développement des Parcelles Communautaires Pilotes (PCP) accès à priori sur la mise en place d'un système agricole innovant et le renforcement de l'accès à l'assurance agricole et l'inclusion financière.



## LUTTE ANTIACRIDIEUNE : UNE LUTTE SANS RELACHE MENEE PAR LE MINAE ET SES PARTENAIRES



### Le gouvernement Malgache à pied d'œuvre depuis novembre 2022

L'évolution de la pluviométrie et des conditions météorologiques depuis octobre 2022 a favorisé le développement acridien à Madagascar. De ce fait, le pays fait face à une très forte recrudescence acridienne avec une superficie infestée estimée à moins de 50.000Ha. L'évolution des conditions météorologiques et des stades physiologiques des criquets actuels dans les prochains mois pourrait permettre l'invasion acridienne si des actions immédiates ne sont pas prises. Une intervention antiacridienne urgente est incontournable pour éliminer les essaims jusqu'à juin 2023 permettant de provoquer un déclin acridien en fin de saison et éviter le risque d'invasion acridienne.

En réponse à ces risques, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, l'Ivotoerana Famongorana ny Valala eto Madagasikara (IFVM), avec leurs partenaires, ont mené depuis le novembre 2022 divers stratégies et activités de lutte.

- ◆◆ En décembre 2022, un Plan d'Action National et Stratégie de lutte antiacridienne pour la campagne 2022-2023 a été validé.
- ◆◆ Du 15 au 21 Mar 2023, une mission conjointe d'évaluation de la situation acridienne a été menée par la FAO et l'IFVM.
- ◆◆ Le 07 Avril 2023, un Comité de Coordination Interministérielle de Lutte Antiacridienne (CCI-LA) a été mis en place par arrêté interministériel. 4 réunions ont été déjà effectuées pour la fixation des attributions du CCI-LA, des messages de communication aux acteurs locaux, la modalité de fonctionnement d'un numéro vert et la mobilisation des moyens au niveau des Régions et des districts pour mener une lutte commune.
- ◆◆ Le 13 Avril 2023, le numéro Vert 033 65 111 11 a été mis en place pour faciliter la communication et officialiser les

signalements de la situation acridienne à centraliser au niveau CCI-LA national. 1000 SIM seront déployées aux CCI-LA régionaux et autorités locales.

- ◆◆ Des actions de lutte antiacridienne intensifiées sont menées : depuis le début de l'opération en novembre 2022, les superficies traitées cumulées en hectares sont de 11 737 ha dont 4 050 ha par voie aérienne et 7 687 ha par voie terrestre à date du 28 avril 2023.

### Intensification de la lutte aérienne

Les opérations aériennes se poursuivront dans la commune de Malaimbandy et dans les districts d'Ambatofinandrahana, de Miandrivazo, de Mahabo, de Beroroha et d'Ikalamavony. Elles évolueront en fonction des signalements reçus.

### Renforcement de la lutte terrestre

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage continue sans relâche les efforts menés pour la lutte antiacridienne. Afin d'avoir une force de frappe terrestre efficace, des matériaux de lutte terrestre sont renforcés dans les différentes régions grâce à l'appui du projet Mionjo. Près de 90 atomiseurs ont été distribués ainsi que des équipements de protection individuelle dont des gants, masques, lunette de protection. 2 pulvérisateurs autoportés sont également mis à disposition de l'IFVM pour mener à bien la lutte.

Des bases terrestres sont installées à Betioky Sud, Ejeda, Betroka, Ambatofinandrahana, Ikalamavony, Sakaraha, Ambovombe, en plus de ceux qui sont déjà existant (Manja et Ihosy) permettant d'assurer une bonne coordination les opérations terrestres. D'autres bases seront installées en fonction des nécessités de la lutte.

### Renforcement de la stratégie et de la communication

2 000 postes de téléphones seront distribués aux autorités locales, postes de gendarmeries et DRAE pour renforcer le système de signalement et la communication. Une cellule de crise est actuellement opérationnelle à travers le CCI-LA National.

Un système de surveillance pour empêcher la propagation des populations acridiennes vers les hauts plateaux ou l'aire d'invasion a été également mis en place.



## MADAGASCAR, FORTEMENT IMPLIQUE AU NIVEAU DE L'AFRICA RICE POUR RENFORCER L'ATTEINTE DU VELIRANO NUMERO 9

*Le Dr BABOUCARR MANNEH devient le nouveau Directeur Général de l'Africa Rice. Il remplace ainsi le Dr Harold Roy-Macauley qui a occupé le poste pendant huit ans (2015-2023)*



La nomination a été actée lors de la session extraordinaire du Conseil des Ministres (COM) d'Africa Rice qui s'est déroulée le mardi 21 février 2023 à Abidjan Côte d'Ivoire. Cette session a été dirigée par Mr RAMILISON Harifidy Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage de Madagascar et Président du Conseil des Ministres d'Africa Rice envers lequel le Président de la République de Madagascar a renouvelé sa confiance pour l'atteinte des objectifs qui lui sont assignés.

Le Conseil des Ministres a adopté la résolution de nommer au poste de Directeur Général d'AfricaRice et de Directeur Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du CGIAR le Dr BABOUCARR MANNEH après avoir entendu le rapport du Comité des Experts Nationaux (CEN) et constaté que le processus de recrutement était inclusif, transparent, et respectait les règles édictées par l'Acte Constitutif d'AfricaRice.

Le Comité des Experts Nationaux (CEN) d'AfricaRice, est constitué par tous les Directeurs Généraux des centres nationaux de recherche agricole des pays membres d'AfricaRice présidé actuellement par le Professeur. RAZAFINJARA Aime Lala, Directeur Général du FOFIFA.

Pour rappel, AfricaRice est une organisation de recherche panafricaine leader œuvrant pour l'amélioration des moyens d'existence en Afrique par des activités scientifiques et des partenariats efficaces. C'est aussi une association intergouvernementale de 28 pays membres africains dont le siège se trouve à Abidjan, Côte d'Ivoire. Madagascar est membre de l'Africa Rice depuis 2011 et assure pour deux ans la présidence du Conseil des Ministres d'Africa Rice.

AfricaRice est très active à Madagascar. Il convient de rappeler que la représentation d'Africa Rice à Madagascar, sous la direction de Dr Gaudiose MUJAWAMARIYA, a produit 8t de semences de base NERICA 4 pour faire face à la prochaine campagne agricole, une variété de riz pluvial adaptée dans nos zones chaudes



## LE CERTIFICAT FONCIER, UNE SECURISATION FONCIERE OPTIMALE POUR TOUS : UNE AFFAIRE D'ETAT.

Madagascar est actuellement un des modèles en matière de la Réforme Foncière en Afrique où il est classé en troisième place grâce à la pratique de l'Opération de Certification Foncière Massive (OCFM), que le projet CASEF, au niveau du Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers met en œuvre de nos jours.

L'année 2023 revêt un grand défi dans le cadre de la sécurisation foncière à Madagascar. En effet, Son Excellence Monsieur le Président de la République, Andry RAJOELINA lui-même a mis la barre très haute à raison de 2 000 000 de certificats fonciers établis pour les citoyens Malagasy d'ici fin 2023: un objectif escompté par l'Administration foncière à travers le projet CASEF (Croissance Agricole et Sécurisation Foncière).



Madame RABARY Nirry Sariaka, Coordonnateur National Adjoint du projet CASEF et Directeur des Services Fonciers Décentralisés au Ministère de l'Aménagement du territoire et des Services Fonciers (MATSF), nous en explique :

### Quelles sont les activités dans lesquelles intervient le projet CASEF dans l'action de certification foncière à Madagascar ?

Le projet CASEF est un projet financé par la Banque Mondiale, inscrit au niveau de deux Ministères pour l'exécution des actions concernant deux volets complémentaires dans le cadre du développement ; à savoir : l'Agriculture et le Foncier. Soit, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage mais aussi le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers interviennent à travers ce projet.

En effet, le projet CASEF détient la majeure partie des objectifs du Ministère de manière à atteindre l'objectif d'établissement de 1 390 000 Certificats Fonciers jusqu'en Juin 2024. Ce projet couvre 14 Régions sur 23 à Madagascar pour effectuer l'appui à la Gestion Foncière Décentralisée à travers les actions d'appuis à la mise en place de nouveaux Guichets Fonciers, l'appui à la redynamisation de Guichets Fonciers et surtout l'appui à la production de Certificats Fonciers en Opération de Certification Foncière Massive. Ces actions sont déjà démarrées et actuellement, le projet CASEF bas de toutes

ses ailes à la vitesse accélérée au sein du Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers.

### Quelles sont les actions menées dans le cadre de la Réforme Foncière à Madagascar ?

Rappelons tout d'abord que l'esprit fondamental du Certificat Foncier réside dans la tendance à la sécurisation foncière optimale à l'endroit des Propriétés Privées Non Titrées au niveau des Guichets Fonciers communaux, des services techniques de proximité où le chef de l'exécutif est le premier responsable de la mise en œuvre de la Gestion foncière décentralisée.

Plusieurs efforts ont été réalisés pour mettre en place un environnement propice à ce projet « 2 000 000 de Certificats Fonciers ». Figure parmi ces efforts l'adoption du nouveau cadrage juridique régissant le régime juridique des Propriétés Privées Non Titrées composé de la loi N° 2022-013 du 01 Août 2022, le décret 2022-1250 du 31 Août 2022 et le décret 2023-28 du 11 janvier 2023. Particulièrement, ce dernier décret permet la concrétisation des Opérations de Certification Foncière Massive ou OCFM aux fins d'accélération et facilitation d'obtention de Certificats Fonciers à moindre coût.



### En quoi consiste le système de coaching pour l'Opération de Certification Foncière Massive ?

Suite aux instructions du Président de la République faisant du « KARATANY » une priorité nationale, un nouveau système de coaching est mis en place au niveau du Gouvernement Malagasy pour cerner cette action au niveau de chaque Région.

Avec l'implication des membres du gouvernement et de tout le staff du Ministère en charge du Foncier qu'est le MATSF, en système de coaching par Région, des actions d'informations sur la nouvelle loi régissant la refonte du régime juridique des Propriétés Privées Non Titrées ainsi que des actions de sensibilisation à la certification foncière ont été réalisées au niveau des Régions notamment celles où le projet CASEF intervient.

Parmi ces actions, les semaines du Certificat Foncier dit "Herinandron'ny Karatany ho an'ny Malagasy" ont fait leurs effets : des milliers de demandes de Certificat Foncier sont reçues au sein des Communes. Bref, le projet CASEF du MATSF avance dans le bon sens vers l'objectif en termes de Certificats Fonciers.

### Quelles sont les nouvelles dispositions apportées par ce nouveau cadrage juridique pour les citoyens à Madagascar ?

De par ce nouveau cadrage juridique, renforçant la réforme foncière Malagasy, le Certificat Foncier a désormais la même valeur juridique que le Certificat Foncier. Ainsi, toute transaction possible avec un Titre foncier est possible avec un Certificat Foncier car ce dernier est une preuve légale de droit de propriété foncière.

« Karatany : Fananan-tany tsotra, mora, manakaiky vahoaka. »



### En quoi le processus de délivrance des certificats fonciers est lié à la modernisation des services fonciers?

Avançant vers la digitalisation, l'administration foncière Malagasy a réussi à concevoir un logiciel dénommé FIPLOF qui lui est propre et qui permet l'édition des Certificats Fonciers avec QR code, un outil qui sert également à la conservation foncière numérique des informations foncières. Ces données alimenteront par ailleurs le fameux SIF ou Système d'information Foncière au sein de l'administration en vue d'accès de tous à l'information foncière.

Notons aussi que le PLOF, une cartographie numérique avec base d'images satellitaires à haute précision, est établi et amélioré progressivement dans le cadre des missions du projet CASEF inscrit parmi les activités du MATSF. Cet outil est indispensable à la production des certificats fonciers et sa mise à jour permet d'éviter l'éventuel empiètement de sécurisation foncière.



### Quels sont les programmes de renforcement des capacités mis en place pour les bénéficiaires de certificats fonciers?

Dans tous les cas, les appuis, suivis et contrôles de l'administration témoignent d'un accompagnement effectif des collectivités territoriales décentralisées pour l'atteinte des résultats escomptés sur tout le territoire national. Chaque commune bénéficiera ainsi des appuis, des encadrements et des suivis rapprochés par les responsables de l'Administration Foncière et des intervenants du Projet CASEF. Ceci afin d'assurer à ce que les certificats fonciers délivrés respectent les normes requises suivant les textes en vigueur, assurant ainsi la protection des droits de propriété.



Projet d'Urgence pour le Renforcement de la Production Alimentaire



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE



BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT  
AFRICAN DEVELOPMENT BANK



AFRICAN DEVELOPMENT FUND  
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

## LANCEMENT OFFICIEL DU PROJET PROJET PURPA AFIN D'ACCROITRE LA PRODUCTION, RENFORCER LA SECURITE ALIMENTAIRE ET REDUIRE LA DEPENDANCE DU PAYS AUX IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES



Photo de la cérémonie de lancement officiel du PURPA à Marovoay en présence du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy RAMILISON, du Représentant résidant de la Banque Africaine à Madagascar, Adam AMOUMOUN, des autorités locales ainsi que des bénéficiaires de la région

### LE PROJET PURPA EN BREF :

- Le Projet PURPA est un projet sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage financé par la Banque Africaine de Développement à hauteur de 81 Milliards d'Ariary.
- PURPA est mis en œuvre dans 20 régions de Madagascar pour une durée de 2 ans.
- PURPA a pour objectifs d'accroître la production de céréales et d'oléagineux pour renforcer la sécurité alimentaire et réduire la dépendance du pays aux importations de produits alimentaires.
- Le Projet PURPA distribuera des kits d'intrants (semences, engrais) en collaboration avec FDA et les boutiques partenaires à 139 100 producteurs ayant un apport bénéficiaire de 10% dont 30% des cibles sont des femmes.
- Les spéculations appuyées par PURPA sont : le riz, l'arachide, le blé et le soja.
- PURPA distribuera 126 200 cartes de producteur aux cibles.

La cérémonie de lancement officiel du Projet d'Urgence de Renforcement de la Production Alimentaire à Madagascar (PROJET PURPA) a été réalisée au mois d'Avril dernier au stade RAMARIKA à Marovoay – Région Boeny en présence du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy RAMILISON, du Représentant résidant de la Banque Africaine à Madagascar, Adam AMOUMOUN, des autorités locales ainsi que des bénéficiaires de la région.

Afin de faire face aux effets de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui fait flamber les prix des denrées alimentaires, Madagascar a reçu du Groupe de la Banque africaine de

développement un financement de 81 Milliards d'Ariary pour accroître sa production de céréales et d'oléagineux. L'objectif est de renforcer sa sécurité alimentaire face aux effets de la guerre russo-ukrainienne. L'accord de financement a été approuvé par le Conseil d'administration le 15 juillet 2022 à Abidjan.

Le projet PURPA couvre quatre filières agricoles : le riz, premier aliment de base des populations malagasy ; le blé qui sera transformé en farine pour la consommation humaine ; le soja et l'huile pour la fabrication d'huile alimentaire et de tourteau pour bétail. Le projet va également renforcer le système semencier

national pour la production de 7 540 tonnes de semences certifiées améliorées et résilientes, mettre à la disposition de 139 100 producteurs (dont 30 % de femmes), 2 485 tonnes de semences certifiées et 21 830 tonnes d'engrais dont 20 528 tonnes d'engrais organique, à l'aide de la plateforme digitale de voucher du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Ce projet cible les entreprises agricoles familiales de type 2 ayant un apport bénéficiaire de 10%.

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy RAMILISON, dans son discours a souligné que « L'autosuffisance alimentaire est au centre de nos préoccupations, et le Projet PURPA constitue l'une des voies pouvant nous aider à l'atteindre car ce projet permettra d'améliorer la gouvernance et la durabilité en matière de production agricole en encourageant le développement d'une agro-industrie locale pour accélérer la substitution de la farine de blé avec d'autres produits locaux et les chaînes de valeurs des oléagineux ». Au cours des deux années de sa mise en œuvre, le projet va ainsi permettre d'améliorer l'accès aux intrants, aux services agricoles et aux marchés pour les petits producteurs et distribuera également 126 200 cartes de producteurs aux cibles réparties dans ses régions d'intervention.

Les différentes régions bénéficiaires du projet sont : Amoron'i Mania, Menabe Vakinankaratra, Melaky, Alaotra Mangoro, Boeny, Sofia, Sava, Diana, Atsinanana, Analanjirofo, Analamanga, Haute Matsiatra, Ihorombe, Betsiboka, Androy, Anosy et Atsimo Andrefana.



### LEGENDE

- Riz irrigué
- Riz pluvial
- SOJA
- Arachide
- Blé



Remise de kits d'intrants agricoles à une des bénéficiaires du Projet PURPA



Monsieur Ramboasalama est l'un des bénéficiaires du Projet PURPA. Il est Agriculteur dans le District de Marovoay dans la Région Boeny à Madagascar. Propriétaire d'un terrain de 0,5 Ha à Marovoay où il investit dans la spéculations riz irrigué, il a entendu parler des appuis du PURPA à la Télévision Nationale et a pu bénéficier des kits et de la carte de producteur. Grâce aux appuis du projet, il vise à augmenter sa production afin de pouvoir améliorer sa condition de vie.



Quelques bénéficiaires du Projet PURPA durant la distribution de kits d'intrants agricoles aux bénéficiaires du Projet d'Urgence pour le Renforcement de la Production Alimentaire



Photo des cartes de producteur distribuées lors du lancement du Projet PURPA à Marovoay le 14 Avril 2023. Ces cartes sont dotées de code QR qui facilite l'accès aux informations et améliorera l'identification des producteurs. 347 cartes de producteur ont été distribuées durant le lancement du Projet à Marovoay.

### PARTENAIRES



## MANGAFOTOTRA, LE RIZ DE LUXE QUI FAIT LA RENOMMÉE DE L'IHOROMBE

Le faible accès aux semences de qualité n'est plus une contrainte majeure pour les riziculteurs. L'Illakabe, grand bassin rizicole dans le pôle Tampon'Ihorombe, jouit d'un potentiel de 980 ha à bonne maîtrise d'eau. Afin de développer la filière semencière, DEFIS a contracté avec l'organisation de producteurs "Flkambanan'ny MPamokatra VAry" ou FIMPAVA, la production et la multiplication de semences certifiées destinées aux paysans dans les Champs écoles mis en place par le Programme. Par ailleurs, en collaboration avec la DRAE, le FOFIFA et le SOC, la FIMPAVA a réussi son pari de développer la semence de base "MANGAFOTOTRA" qui a été officiellement homologuée en 2022 et inscrite au Catalogue national des Espèces et Variétés cultivées à Madagascar. 8 Paysans Multiplicateurs de Semences ont été installés par



le programme DEFIS et dotés de semences pré-base pour assurer actuellement la production de semences de base en vue de leur duplication.

“



Auparavant, nous étions obligés d'importer des semences certifiées depuis les régions voisines. En 2019, on a commencé les tests de production ici avec l'appui de DEFIS et en collaboration avec l'OPR FIMPAVA. 20 t ont pu être produites la première année, nous en avons eu la certification. En 2020 a commencé le partenariat entre le FOFIFA, DEFIS et la DRAE Ihorombe au sujet de la semence pour riz irrigué MANGAFOTOTRA, une espèce

locale spécifique à la région. Après des années de recherche et d'expérimentation, la variété a reçu l'homologation du Ministère en charge de l'agriculture à travers SOC. Toutes les semences de base produites à Ihorombe ont reçu la certification nationale.

**RANDRIAMASINJAKA Emilson Mamy Olivier**  
Responsable au sein du Service Officiel de Contrôle des Semences et matériel végétal (SOC) à la DRAE Ihorombe

## SUCCESS STORY DE LA PRODUCTION ARACHIDIÈRE A BEKILY

Le district de Bekily concentre à lui seul 25 858 ha de bassins de production arachidières de l'Androy. Les producteurs ont réussi à exploiter les potentialités de la zone en adoptant des techniques agricoles performantes et résilientes aux changements climatiques acquises dans les Champs écoles

de producteurs. Par la suite, une meilleure gestion des exploitations agricoles familiales ainsi qu'un partenariat gagnant-gagnant avec les opérateurs de marchés leur ont été bénéfiques.

“



Les producteurs ont été ravis du fait qu'ils n'avaient plus à aller vendre aux marchés mais tout se faisait au sein de l'union. Le président de l'union pèse le produit et reçoit le paiement. L'opérateur contractant était aussi gagnant car il n'avait plus à envoyer des collecteurs dans les fokontany et chez les producteurs

**Laha RAKOTOZAFY**

Membre de l'OPR Fahasoavana Morafeno



Appuyés par DEFIS, nous nous sommes lancés dans la vente groupée en collaboration avec la CCI qui nous a mis en relation avec un opérateur local à Bekily. Celui-ci a acheté le tout à un bon prix. Les récoltes ont été groupées au magasin de chaque union. On se convenait par contrat : 300T en 2020, 600 T en 2021 et 800 T en 2022

**RAVELONIRINA Samuel**  
Responsable au CCI Androy

09 Champs écoles ont été mis en place à ce jour par le Programme DEFIS. 1700 tonnes ont été vendues par les paysans encadrés à Bekily depuis 2020, le premier couplage avec les opérateurs de marchés mis en œuvre avec la collaboration de la Chambre de Commerce et de l'Industrie. Cette année 2023, 1 400 T ont été contractées. Le développement durable et inclusif de la filière arachide dans le district de Bekily a eu des retombées positives sur tous les acteurs de la chaîne de valeurs. L'approche intégrée va être renforcée. Parmi les perspectives figure la construction d'infrastructures de transformation de type huilerie, liées à la mise en marché des produits.

“



216 graines d'arachide se sont germées par tige avec la nouvelle technique, contre 19 auparavant. Nos maisons ne sont plus suffisantes pour le stockage, avec 6 maisons, on n'a plus de place à l'intérieur

**Sitraka HENINTSOA**

Président du Fokotany Fenoarivo Ambatosola

## L'OIGNON, FILIÈRE REMUNÉRATRICE DANS LE SUD

DEFIS appuie les acteurs de la filière oignon afin d'accroître la production et intégrer les producteurs aux marchés rémunérateurs. A Betroka, pôle de production Andriy, région Anosy, la problématique de l'accès aux semences a aussi été résolue à travers les Groupements de producteurs semenciers. Les producteurs ont également pu intensifier leur production grâce aux CEP. Afin de favoriser l'accès à l'eau, DEFIS a financé la construction d'infrastructures vitales comme le barrage de Mananovy à Bekorobo, qui irrigue désormais 300 ha de terres agricoles contre 200 ha avant sa réhabilitation. Et se structurant, les producteurs ont pu acquérir les matériels adaptés via le Fonds de développement agricole afin d'étendre leur exploitation. Ils ont aussi été dotés d'un magasin de stockage pour saisir les opportunités d'une vente groupée.

“



La production d'oignon avant le barrage a été de 5 à 8 t. Actuellement, on est fier de produire 12 à 13 t. On constate que les semences sont très demandées par les producteurs. Une aubaine pour nous les GPS car on n'a plus besoin de chercher d'autres sources de revenus, il nous suffit de produire localement

**RAKOTOVAO Pascal**

Président du Groupement de Producteurs Semenciers de Mananovy

Avant, on se déplaçait vers le grand marché de Betroka. Là-bas, les rabatteurs imposent leurs prix. On acceptait puisqu'on ne savait pas vers qui vendre. Maintenant, grâce à l'Union VTM dans lequel on s'est tous associés avec l'appui de DEFIS, on peut imposer nos prix et on sait faire nos calculs avant de vendre. Nous faisons ici de la vente groupée, on est ensemble pour négocier les prix, on vend tout ici-même. Les camions arrivent ici, on rassemble nos récoltes dans ce magasin, chacun pèse ce qu'il a amené se fait payer en toute sécurité

**RASOANANDRASANA Vonjy Nirina**

membre de l'Union VTM



Contrairement à la situation d'avant réhabilitation du barrage, on peut dire qu'on a une surproduction cette année 2023

**NANDRASANA Théophile,**

Président de l'OPR Manampisoa





Réunion du COFIL dans les locaux de la Délégation de l'UE à Madagascar et aux Comores



## JUMELAGE SPS MADAGASCAR – FRANCE/ITALIE

**« Appui au renforcement du dispositif de surveillance et de contrôle de la qualité et conformité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et agroalimentaires à Madagascar »**



Le premier jumelage européen dans la zone Océan Indien à destination du ministère malgache en charge de l'agriculture et de l'élevage sur les problématiques sanitaires et phytosanitaires piloté par la France en collaboration avec l'Italie.

### Madagascar, grenier agricole de l'Océan Indien avec un fort potentiel d'exportation

À Madagascar, le secteur agriculture-élevage doit répondre à des enjeux majeurs dans le but d'assurer une ressource alimentaire pour les consommateurs malgaches, à la fois en termes de quantité et de qualité. Il a également vocation à participer au développement économique du pays grâce à l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires, notamment vers les pays voisins de la Commission de l'Océan Indien.

Face à ce défi, à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE), Madagascar bénéficie d'un projet de jumelage européen. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme Régional d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans l'Océan Indien (SANOI), mis en œuvre en partenariat avec la Commission de l'Océan Indien et financé par l'Union européenne dans le cadre du 11ème Fonds Européen de Développement. Ce jumelage est un appui au renforcement du dispositif de surveillance et de contrôle de la qualité et conformité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et agroalimentaires à Madagascar. Il est mis en place

pour une durée de deux ans à compter du 1er septembre 2022 et est doté d'un budget de 2.000.000 €.

Ce premier jumelage dans la zone Océan Indien, piloté par la France – avec l'Italie en partenaire junior – s'inscrit dans une politique volontariste décidée au début des années 2010 par les cinq États membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) et soutenue notamment par l'Union Européenne et la FAO dans le but de faire de Madagascar le grenier de la région. En effet, avec 98 % des terres cultivables de la COI, la production agricole malgache représente un apport majeur pour la sécurité alimentaire régionale. L'objectif général est de contribuer à accroître la production et améliorer la qualité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et d'élevage de Madagascar, pour à la fois permettre au pays d'améliorer sa sécurité alimentaire, mais aussi pour lui permettre de participer, par ses exportations, à celle des quatre autres pays membres de la COI.

### Un partage d'expertise entre les administrations française, italienne et malgache sur les sujets sanitaires et phytosanitaires

Pour atteindre ces objectifs, les besoins portent sur l'harmonisation des normes malgaches de qualité sanitaire et phytosanitaire (dites mesures SPS) avec celles des pays de la région océano-indienne (dont celles de l'UE à travers les départements français sur zone), sur l'optimisation du fonctionnement des services compétents en matière SPS avec mise à niveau des dispositifs de contrôle et de certification à l'export et sur une gestion efficace des risques.

Plus spécifiquement, le « Jumelage SPS », qui a démarré en septembre 2022, vise à apporter un appui à l'administration malgache compétente dans le secteur agricole par la mobilisation d'experts issus des services officiels français et italiens, dans le cadre d'ateliers et de sessions de formation, sur place à Madagascar ou à distance, et de voyages d'étude en Europe, qui permettent un partage d'expériences. Des complémentarités sont également recherchées avec d'autres programmes de coopération mis en œuvre à Madagascar et des partenaires présents localement (AVSF, AGRISUD, CIRAD...) dans le but de pérenniser les activités au-delà de la fin du projet.

L'équipe de pilotage du jumelage est mixte ; elle est constituée des trois chefs de projet, français, italienne et malgache, appuyés par une équipe de coordination basée en France au sein de VetAgro Sup – ENSV-FVI (France Vétérinaire International). Sur place, à Antananarivo, une équipe vient en renfort ; elle comprend un Conseiller Résident de Jumelage (CRJ) français, épaulé par une homologue issue des services malgaches, ainsi que de son

suppléant. Une assistante a également été recrutée à plein temps, auprès du CRJ, pour faciliter la mise en œuvre des activités.

Le programme de travail comprend 5 volets, sous la responsabilité de 5 chefs de volets et 5 co-responsables ou suppléants français et italiens, et 5 chefs de volets et 7 co-responsables ou suppléants malgaches :

- **Volet 1 :** Mise à jour du cadre législatif et réglementaire en matière SPS
- **Volet 2 :** Amélioration du fonctionnement interne des services
- **Volet 3 :** Renforcement des capacités opérationnelles en matière de surveillance SPS
- **Volet 4 :** Mise en place et/ou renforcement des systèmes d'information en matière SPS
- **Volet 5 :** Renforcement de la communication et des échanges d'information et d'expériences entre pays membres de la COI.

Ces équipes font partie d'un comité de pilotage (COFIL) qui intègre également des représentants du MINAE et des autres partenaires et parties prenantes du jumelage (Délégation de l'UE, SANOI, RINDRA...). Les membres du COFIL se réunissent trimestriellement pour faire le bilan des actions menées et adopter le plan de travail du semestre suivant. Le COFIL s'est déjà réuni à trois reprises, en octobre 2022, puis en janvier et avril 2023. Il se réunira à nouveau en juillet 2023.

### Bilan positif de la phase de démarrage du jumelage, nouvel outil de coopération dans la zone COI

Un séminaire de lancement organisé en octobre 2022 a permis de réunir les différents partenaires du jumelage et de lancer officiellement les travaux. Des visites de terrain dans la région d'Antsirabe ont permis à plusieurs membres du COFIL d'avoir un aperçu des pratiques agricoles à Madagascar.

Depuis le démarrage du projet, plusieurs missions de terrain ont été organisées dans le cadre du volet 1, avec pour objectifs d'améliorer la réglementation relative à l'utilisation des médicaments vétérinaires en élevage et des produits phytopharmaceutiques : leur production, leur importation, leur distribution et leur



Visite de terrain lors de la mission du volet 1 sur les produits phytopharmaceutiques



Réunion de l'atelier de hiérarchisation du volet 3

utilisation. Le but est notamment de répondre aux exigences internationales appliquées aux exportations et d'éviter les refoulements par les pays importateurs de produits agricoles de provenance de Madagascar. Plusieurs sessions de formation ont également été menées à distance avec la mobilisation d'experts du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire français. Ces formations, qui ont réuni des juristes de la Direction des Affaires juridiques et Contentieuses (DAJC) et des techniciens de la Direction de la Protection des Végétaux (DPV) et de la Direction des Services Vétérinaires (DSV), ont permis d'illustrer les mécanismes de mise en œuvre de la réglementation SPS au niveau européen et de son application sur le terrain, en lien avec les normes internationales en la matière. Un voyage d'études est programmé en juillet 2023 ; il permettra à des cadres malgaches du MINAE de se rendre compte de la mise en œuvre de la réglementation UE par les services officiels français et de rencontrer les différents acteurs de l'élaboration de cette réglementation au niveau européen et dans un Etat membre (aux niveaux central et régional).

Pour le volet 3, la phase préparatoire a permis de constituer une task-force « évaluation » dont les 7 membres ont suivi une formation en ligne en utilisant un outil développé par des experts français, notamment de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) et du CIRAD (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) : la méthode Oasis. Un atelier de hiérarchisation a ensuite été mis en œuvre et a permis de définir des filières prioritaires sur lesquelles seront menées sur le terrain les évaluations des système de surveillance

épidémiologique déjà en place. Il s'agit pour le secteur animal de la filière « ruminants » (en lien avec l'opération INTERREG-BOVIMA à Fort Dauphin) et pour le secteur végétal des filières « niébé » et « cacao ». La même méthode sera appliquée à la surveillance des denrées alimentaires.

Les volets 2, 4 et 5 ont permis, à l'issue de la phase d'identification des besoins de l'administration bénéficiaire, de débiter les activités :

- **Volet 2 :** inventaire des procédures qualité en place, formation d'auditeurs et audit des structures bénéficiaires (Service Phytopharmacie de la DPV et Comité national d'homologation des pesticides)
- **Volet 4 :** sensibilisation aux systèmes d'information (SI), retour d'expériences réussies de mise en œuvre de SI dans d'autres pays, hiérarchisation des actions à mener
- **Volet 5 :** appui à l'élaboration d'une stratégie de communication du MINAE, atelier d'échanges d'expériences sur la « communication de crise »

Une phase d'appropriation de ce nouvel outil de coopération a été nécessaire dans les premiers mois du jumelage et a mobilisé les représentants des différents partenaires de mise en œuvre.

Le plan d'action est désormais en marche dans le but d'apporter un bénéfice concret dans la mise en œuvre de la politique de développement des secteurs agricole et agroalimentaire malgaches, tant pour les consommateurs locaux, l'administration malgache, que les acteurs économiques impliqués au niveau international.



Stand du jumelage lors de la Journée des Projets/Programmes dans le cadre de la célébration de la Semaine de l'Europe

 [jumelagefrancoitalomalgachesps@gmail.com](mailto:jumelagefrancoitalomalgachesps@gmail.com)



## PROGRAMMES / PROJETS UE DANS LES SECTEURS DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT À MADAGASCAR



Grâce aux financements de l'Union européenne, le renforcement de la filière agricole et de l'élevage à travers la mise en place d'infrastructures de transformation, la formation et l'équipement des acteurs locaux, la création de groupements de producteurs et la mise en place d'un système de suivi-évaluation sont concrétisés. Des initiatives sont prises, et qui sont toutes très complémentaires permettant de renforcer la résilience des exploitations agricoles et des communautés locales face aux défis actuels.

Pour la filière sucre, le programme RINDRA joue un rôle important dans le développement durable de la filière à Madagascar, en fournissant aux planteurs les moyens nécessaires pour améliorer leur production et leur qualité de vie. L'autosuffisance en sucre d'ici 2030 est un objectif ambitieux, mais en fournissant des équipements et des outils adéquats aux planteurs, le programme RINDRA à travers le projet PARC, peut contribuer à atteindre cet objectif.

Par ailleurs, pour le développement des filières et des chaînes de valeur agricoles, le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des exploitations agricoles familiales, ainsi que la gestion des ressources naturelles, un atelier de lancement conjoint de quatre projets du Programme AFAFI-Nord opérationnalisés par quatre ONG a été organisé. Les quatre ONG (OSDRM, AIM, SAF FJKM, AVSF) travaillent en coordination avec l'URGP AFAFI NORD pour créer des effets synergiques dans l'appui aux communautés cibles réparties dans 5 communes d'intervention.

En outre, pour accompagner les agriculteurs et les organisations de producteurs face aux défis du changement climatique et de la sécurité alimentaire, des initiatives sont mises en place par le Programme AFAFI-Centre à travers le projet AMBIOKA. L'outil d'animation est déployé pour prendre du recul sur le changement climatique, aider les agriculteurs à mieux comprendre les risques qu'ils encourent et à trouver de nouvelles pratiques pour s'adapter. Le développement des paysans relais est également un moyen efficace de renforcer les organisations locales et d'améliorer les services offerts aux membres. Enfin, la mobilisation et la formation des agents communautaires pour accompagner les OP sur les bonnes pratiques nutritionnelles est essentielle pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages et diversifier leur alimentation.

Pour l'élevage, le Programme AFAFI-Sud et l'association Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) travaillent en partenariat avec des groupements locaux pour renforcer les élevages de caprins et de volailles dans la région Androy de Madagascar. L'objectif est de mettre à disposition des animaux reproducteurs améliorés pour renforcer les cheptels en individus productifs et résistants aux aléas climatiques, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et économique des ménages agricoles.

Retrouvez tous les détails au fil des pages. Bonne lecture !

**Contacts :** • Bureau d'Appui à la Coopération  
Extérieure (BACE, MEF) :  
info@bace.mg Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52

**PROGRAMME  
D'APPUI AU FINANCEMENT  
DE L'AGRICULTURE ET AUX  
FILIERES INCLUSIVES DANS  
LE NORD DE MADAGASCAR**



**PROGRAMME  
D'APPUI AU FINANCEMENT  
DE L'AGRICULTURE ET DES  
FILIERES INCLUSIVES DANS LE  
CENTRE DE MADAGASCAR**



**PRÉPARER LES PRODUCTEURS  
POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS  
ACTUELS ET FUTURS**  
**Projet Ambioka, Programme Afafi-Centre**



**ATELIER DE LANCEMENT CONJOINT DES 4 PROJETS DE  
AFAFI-NORD FINANCÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE  
DANS LA RÉGION D'ANALANJIROFO**

Un atelier de lancement conjoint pour les quatre projets opérationnalisés par quatre ONG (OSDRM, AIM, SAF FJKM, AVSF) s'est tenu le vendredi 10 février 2023 à Fenoarivo-Est, Chef-lieu de la Région. Ceci entre dans le cadre de la mise en œuvre du Programme AFAFI-NORD pour la Région Analanjirofo, financé par l'Union européenne.

**PRÉSENTATION DES PROJETS**

Voici une brève description des quatre projets :

1. Projet IDAREC (Intensification et Diversification Agroécologique pour la Résilience Economique et Climatique) de Fondation Aga Khan/OSDRM.
2. Projet VAGNONO (Projet d'Appui au Développement de l'Economie Rurale à Analanjirofo) de AVSF en consortium avec AMADESE ;
3. Projet AINA RANO (Projet d'Appui Inclusif et Intégré aux Associations des Usagers de l'eau) de SAF/FJKM en consortium avec AIM et AMADESE ;
4. Projet SAVOKHA (Projet d'aménagement inclusif, intégré et durable des micro-versants) de AIM en consortium avec SAF/FJKM et AMADESE ;

Pendant les 36 mois de mise en œuvre des actions, les 4 projets espèrent bénéficier à plus de 10.000 ménages travaillant de manière individuelle ou s'intégrant dans des Organisations paysannes (OP), Communautés de base (COBA) ou Associations des Usagers de l'eau (AUE).



**Contacts :**  
• Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : info@bace.mg  
Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52  
• Unité de Gestion du Programme AFAFI-Nord :  
ucgp.afafinord@gmail.com

Fert et les Organisations de Producteurs du « groupe Fifata » (Fifata, Ceffel et Cap Malagasy) mettent en œuvre le projet « Ambioka » depuis Novembre 2020 et pour une durée de 4 ans dans les régions Analamanga et Itasy, dans le cadre du programme AFAFI Centre, financé par l'Union Européenne.

**ACCOMPAGNER LES PRODUCTEURS À PRENDRE DU RECU SUR LE  
CHANGEMENT CLIMATIQUE VÉCU**

Face au changement climatique actuel qui impacte de plus en plus l'Agriculture, Fert et Fifata ont conçu un outil d'animation permettant aux producteurs de prendre du recul sur leur situation. Les conseillers qui animent le diagnostic, accompagnent les producteurs à identifier les aléas importants, à évaluer l'étendue et la nature des risques que représentent ces aléas et à identifier de nouvelles pratiques ou pistes de travail à intégrer dans leur plan d'action. L'outil en phase de test sera finalisé au cours de l'année 2023, pour aider les conseillers agricoles à aborder avec les producteurs des réflexions, de l'échelle de la parcelle à l'échelle plus globale du bassin versant. Un pack conseil est développé en parallèle de l'outil (module de formation, supports pédagogiques) pour bien accompagner la prise de décision des producteurs, afin d'améliorer la résilience des exploitations agricoles face au changement climatique.



**OPÉRATIONNALISATION DES PAYSANS RELAIS**

79 paysans relais ont été formés au niveau du centre Ceffel et ont été équipés pour servir les membres de leurs organisations de producteurs. Ils mettent en place des services concrets tels que la santé animale du poulet gasy, la production de semences, la mise en place de pépinières et le taillage des arbres fruitiers, et la production de poussin. Cette démarche renforce l'organisation locale et permet la pérennisation et la structuration du monde paysan. Une prochaine vague de PR sera identifiée et formée.

**MOBILISATION ET FORMATION DES AC POUR ACCOMPAGNER LES OP  
SUR LES BONNES PRATIQUES NUTRITIONNELLES**

La sécurité nutritionnelle des ménages, surtout celle des mères et des enfants, constitue un axe transversal du projet Ambioka. Fert et Fifata travaillent en collaboration avec l'Association Miray sur cet axe. Actuellement, 90 Agents Communautaires (AC) ont été formés sur l'outil Nutricarte qui consiste à donner aux membres des OP des connaissances sur la nutrition et de réaliser des démonstrations culinaires. Plusieurs recettes exploitant les aliments disponibles localement ont été transmises durant des séances d'animation des AC, permettant aux membres de diversifier les repas du ménage.



**Contacts :**  
• Unité de Coordination et de Suivi du Programme AFAFI-Centre  
Chargé de Programmes : nambinintsoa.afaficentre@gmail.com  
Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52  
• Délégation de l'Union Européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores – Equipe Développement Rural :  
DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu

Ces quatre ONG travailleront ensemble pour créer des synergies dans leur appui aux communautés cibles et pour renforcer les filières et les chaînes de valeur agricoles, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des exploitations agricoles familiales et la gestion des ressources naturelles dans la région. Ce fut l'occasion pour les quatre ONG de partager à l'assistance les objectifs, les stratégies et leurs principales activités.

Ce lancement conjoint marque un partenariat efficace qui se développe entre les acteurs locaux pour soutenir les communautés rurales et leur permettre de mieux faire face aux défis auxquels elles sont confrontées. Les 4 ONG travaillent sous la coordination de l'URGP AFAFI NORD pour assurer une approche cohérente et coordonnée et créer des effets synergiques dans l'appui aux communautés cibles réparties dans 5 communes d'intervention (Soanierana Ivongo, Antanifotsy, Manompana, Ampasimbe Manantsatrana et Ampasina Maningory).



Financé par  
l'Union européenne



Ministère de l'Economie  
et des Finances



## AMÉLIORATION GÉNÉTIQUE CAPRINE DANS LE SUD DE MADAGASCAR

L'association Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) travaille en partenariat avec des groupements locaux pour renforcer les élevages de caprins et de volailles dans la région Androy de Madagascar dans le cadre du projet AFAFI Sud. L'objectif est de mettre à disposition des animaux reproducteurs améliorés pour renforcer les cheptels en individus productifs et résistants aux aléas climatiques, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et économique des ménages agricoles.

### SÉLECTION DES MEILLEURS INDIVIDUS ET CENTRES DE PRODUCTION

La stratégie de l'AVSF consiste à sélectionner les meilleurs individus en fonction de leurs performances et de leur phénotype pour identifier les améliorations génétiques souhaitées (lait et viande) et pour en faire des reproducteurs en tenant compte de la nécessité d'adaptation aux conditions locales et aux ressources disponibles. L'ONG vise à améliorer progressivement le cheptel caprin local pour conserver ses qualités d'adaptation à l'environnement et sa rusticité, tout en limitant la transmission de caractères plus contraignants.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, des centres de production de géniteurs ont été mis en place en milieu traditionnel, opérationnels sous forme de Fermes Ecoles Paysannes (FEP) gérées par des groupements d'éleveurs. Les FEP servent également de sites de démonstration pour renforcer l'adoption de bonnes pratiques sur l'amélioration de la conduite d'élevage, la santé animale et l'alimentation.

### FORMATION DES ÉLEVEURS ET ÉVALUATION DE L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTION

Un total de 244 éleveurs membres des groupements ont été formés sur les dispositifs d'amélioration génétique et la conduite d'élevage améliorée. Les Éleveurs Relais assurent l'accompagnement et le renforcement des éleveurs membres de leurs groupements à travers des formations ponctuelles et/ou des échanges d'expériences au niveau des FEP. Les chevreaux mis à disposition des éleveurs sont sélectionnés en fonction des

performances et des objectifs d'amélioration génétique. Les suivis sanitaires au niveau des FEP sont assurés par les Vétérinaires Sanitaires.

L'évaluation de l'amélioration de la production est basée sur le suivi de croissance des jeunes animaux, dont les références sont le poids et la hauteur de garrot. Les chiffres retenus pour le taux de sélection des jeunes animaux futurs reproducteurs sont de 25 % à 30 % pour le projet.

### RÉSULTATS

Au bout de 12 mois de fonctionnement, 212 naissances ont été enregistrées au niveau des 20 FEP, dont 101 mâles et 111 femelles. Les chevreaux ont en moyenne 4 kg avec une hauteur au garrot de 25 cm à la naissance. Comparées aux naissances en conditions traditionnelles, les naissances issues des centres de production de géniteurs sont en moyenne plus lourdes et plus grandes.

Les animaux des nouvelles générations s'améliorent, car les géniteurs produits ont des caractéristiques physiques plus solides. L'objectif est d'atteindre le niveau idéal de 30 kg de poids et de 60 cm d'hauteur au garrot à l'âge de reproduction (18 à 24 mois). Les éleveurs doivent prendre en main les animaux à la sortie des centres pour garantir l'efficacité du processus. Dans la dernière phase du projet, l'AVSF se concentre sur le renforcement des capacités organisationnelles des groupements d'éleveurs afin d'assurer une bonne gestion des troupeaux reproducteurs et de la distribution des géniteurs améliorés.



## DOTATION DE MATÉRIELS AGRICOLES DANS LE CADRE DU PROJET PARC

Depuis le lancement du projet PARC (Projet d'Appui au Renforcement des Capacités du CMCS) en 2019, le Centre Malgache de la Canne et du Sucre (CMCS) a mis à la disposition des planteurs de canne à sucre plus de 850 articles nécessaires à la réalisation de leurs travaux.

Le CMCS a récemment distribué 58 motopompes, 200 pulvérisateurs, 85 charrues, 237 bêches et 451 vêtements de travail. Ce don de matériel a été réalisé dans le cadre du projet PARC, qui vise à contribuer au développement durable de la filière sucre à Madagascar en vue d'obtenir l'autosuffisance en 2030, en fournissant des équipements et des outils nécessaires aux planteurs de canne à sucre.

Ces matériels aideront les planteurs à améliorer leur production en leur permettant de mieux contrôler et d'améliorer les rendements ainsi que la qualité des produits. Ils leur offriront également des conditions de travail plus sûres et plus confortables, ceux qui leur permettront d'augmenter leurs revenus.

Le projet PARC s'inscrit dans le cadre du Programme RINDRA, et soutenu financièrement par l'Union européenne. Le projet offre également un soutien technique et des renforcements des capacités des agriculteurs et des petites entreprises agro-industrielles œuvrant dans la filière sucre. C'est le cas de la Commune Rurale de Kalandy, dans le District de Mandritsara.



En plus de la formation, 1 pack de broyeur de canne à sucre mécanisé a été offert aux planteurs de cette Commune Rurale.

Les planteurs de canne à sucre sont très reconnaissants envers l'Union européenne pour son soutien et son engagement dans l'amélioration de leurs conditions de travail. Ces matériels leur permettront de cultiver leurs terres plus efficacement, de réduire les coûts de production et de récolter des rendements plus importants.

Le CMCS est déterminé à soutenir la filière sucre malgache et à encourager les planteurs à améliorer leurs pratiques agricoles et à atteindre leurs objectifs de production. Avec ces nouveaux matériels, les planteurs de canne à sucre à Madagascar sont bien équipés pour affronter l'avenir et contribuer à la prospérité de leur pays.



### Contacts :

• Unité de Coordination et de Suivi du Programme AFAFI Sud –  
Coordinateur : [ucs.afafisud@gmail.com](mailto:ucs.afafisud@gmail.com)  
• Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : [info@bace.mg](mailto:info@bace.mg)  
Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52  
• Délégation de l'Union Européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores – Equipe Développement Rural :  
[DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu](mailto:DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu)



### Contacts :

• Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : [info@bace.mg](mailto:info@bace.mg),  
Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52  
• Unité de Gestion du Programme RINDRA : [ugrindra@gmail.com](mailto:ugrindra@gmail.com)

Délégation de l'Union Européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores – Equipe Développement Rural :  
[DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu](mailto:DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu)



# PROJET PADAP

LE PROJET PADAP S'ARTICULE AUTOUR DE QUATRE PRINCIPAUX VOILETS D'INTERVENTION POUR ABOUTIR À LA RÉALISATION DE SES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT.

## INFRASTRUCTURES, EAU ET IRRIGATION

Depuis sa mise en vigueur, le Projet PADAP intervient concrètement sur les infrastructures et ouvrages de ses paysages d'intervention, par la réhabilitation d'ouvrages comme les barrages, les pistes, les canaux et digues ainsi que la réhabilitation de magasins de stockage au bénéfice des exploitants locaux. Les infrastructures d'irrigation ainsi réhabilitées et construites sont gérées par les Associations des Usagers de l'Eau dans les zones (AUE).



Surfaces desservies par les services d'irrigation et de drainage améliorés ou nouveaux  
Superficie des terres couvertes par des pratiques de gestion durable du paysage.

RUBRIQUES	BEALANANA	IAZAFO	SOANIERANA IVONGO	MAROVOAY	ANDAPA
BARRAGE	2	35	5	0	5
AUE		25	4	33	8
Superficies couvertes (en ha)	1879	2000	950	2277	1186
Superficies additionnelles	1556	1175	650		816
Bénéficiaires	885	2463	667	6254	1474
Autres infrastructures et ouvrages (canaux, digues, pistes, déversoirs, ponts, en ml)	29550	46070	29710	30687	11410



## AGRICULTURE

En tant que projet d'Agriculture, les réalisations du PADAP dans ses zones d'intervention couvrent diverses activités dont :

- La diffusion de nouvelles technologies agricoles améliorées auprès des agriculteurs et la formation de paysans formateurs
- La dotation de matériels et mise en place de centre de gestion des matériels agricoles (CGMA): décortiqueuses, matériels mécanisés manuels, motoculteurs avec remorques, outils et petits matériels agricoles (angady, sarceuse...)
- Les appuis aux centres semenciers et la dotation et d'intrants améliorés
- Les appuis des acteurs dont les coopératives
- La redynamisation et la mise en place de centres de multiplication de semences
- Les appuis à la production des fertilisants organiques (compostage, fumier)
- Les appuis aux filières élevage dont 69 apiculteurs, et 104 aviculteurs
- Les appuis à la filière rizicole pour 777 ha de surfaces couvertes en SRA et 973 paysans appuyés
- La diffusion de l'agroécologie dont 3977 paysans adoptants sur 124 sites pilotes de 725 ha et de l'agroforesterie auprès de 1465 paysans sur 329 ha de surfaces cultivées.

COOPÉRATIVES SEMENCIÈRES	PAYSANS SEMENCIERS	SEMENCES PRODUITES	CGMA OPÉRATIONNELS	MATÉRIELS AGRICOLES
3	251	189,7 TONNES	10	206



## ENVIRONNEMENT ET FORESTERIE

Les activités réalisées concernent principalement le renforcement des capacités des acteurs locaux et intervenants en matière de gestion communautaire des forêts, gestion des aires protégées, gestion des feux et application des lois forestières.

Le Projet appuie également ce volet environnement et forêt par des activités à vocation de production de bois énergie, de protection et aménagement de bassins versants et de restauration forestière.

SURFACES RESTAURÉES	SURFACES REBOISÉES	SURFACES REBOISÉES EN BOIS D'ÉNERGIE	SURFACES REBOISÉES EN CULTURES DE RENTES ET ARBRES FRUITIERS
737 HA	3509 HA	1320 HA	934,5 HA



## SAUVEGARDE ET SOCIALE

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités des Composantes 1 et 2, et conformément à ses quatre (04) documents de sauvegarde le PADAP a développé, validé et mis en œuvre 29 Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) pour gérer les risques et les impacts environnementaux et sociaux résultants des travaux; a renforcé 789 paysans en gestion intégrée des pestes et pesticides; et a renforcé 1 union, 4 fédérations et 44 Associations des Usagers de l'Eau (AUE) en gestion et entretien des réseaux hydroagricoles.

L'approche paysage garantit l'inclusion sociale et du genre, ainsi la mise en œuvre du PADAP profite à 54 005 bénéficiaires directs dont les 28% de femmes. Les parties prenantes impliquées au niveau local sont 77 Communautés de Base (COBA) opérationnelles. Par ailleurs, la réalisation des infrastructures et ouvrages hydrauliques ont permis le transfert de gestions de ces systèmes d'irrigation aux 44 Associations des Usagers de l'Eau (AUE).

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS	DONT FEMMES (28%)
54 005	15 121





## Le FDA s'investit dans l'amélioration de ses outils opérationnels

Au sein du FDA, la consolidation des outils de travail est un exercice de longue haleine, étant donné que le monde rural ne cesse de présenter de nouveaux défis. En effet, de par sa mission, le FDA est un outil financier qui appuie les producteurs ruraux au niveau des 23 régions pour qu'ils puissent améliorer leur production et leurs revenus dans le but de contribuer à la réalisation des Velirano 9 et 6, en l'occurrence, « Autosuffisance alimentaire » et « Emploi décent pour tous ». Ainsi, un arsenal de chantiers opérationnels, qui allie cohérence et stratégie, est mis en place pour accompagner le développement agricole

### 1- MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE SUIVI ET OPTIMISATION DES OUTILS E-TETIKASA ET RURAL INVEST



Le suivi opérationnel des appuis a été l'une des problématiques récurrentes du FDA, compte tenu des moyens financiers à disposition. Ainsi, un mécanisme de suivi a été élaboré afin de permettre un suivi aussi bien systématique qu'exhaustif de tous les projets agricoles financés. Ledit mécanisme permettra d'optimiser les ressources disponibles et incitera la collaboration des structures de proximité pour un suivi efficient et pérenne. Par ailleurs, l'appui institutionnel de la FAO a permis au FDA de se doter d'une boîte à outils dénommée Rural Invest qui permet à ses agents de terrain d'aider les producteurs dans l'élaboration de leurs plans d'affaires afin que ces derniers soient plus pertinents et bien structurés. En parallèle, l'opérationnalisation du logiciel interne au FDA e-Tetikasa permettra le renforcement du système de suivi et évaluation. Il s'agit d'un outil conçu et utilisé par l'équipe technique du FDA pour le suivi des activités des producteurs bénéficiaires tout au long du processus d'appui.

### 2- DÉPLOIEMENT DES OUTILS DIGITAUX



Une stratégie de dématérialisation des procédures est envisagée afin de renforcer le système d'information du FDA. En effet, la liaison entre les coordonnées d'un bénéficiaire / exploitant agricole, sa zone d'exploitation ainsi que les pièces justificatives pour le paiement de la subvention entraîne des coûts exorbitants à l'institution. La création d'une plateforme numérique de liaison permettra de réduire les coûts et de gérer plus efficacement l'ensemble des activités du FDA. La réalisation de cette plateforme se fera en collaboration avec le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services à travers le système SILOAT.

En outre, le dispositif Voucher, système initié en partenariat avec GIZ dans le cadre du Projet IRRP (Initiative de Renforcement de La Résilience Des Producteurs Face Au COVID-19) continue de se perfectionner dans le cadre du Projet PURPA (Projet D'urgence De Renforcement De La Production Alimentaire) financé par la BAD.

### 3- ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ASSURANCE AGRICOLE



Le risque environnemental et le Changement Climatique seront intégrés dans les outils du FDA et seront renforcés par une communication opérationnelle qui considère l'aspect genre et la dimension Environnement et Changement Climatique. Dans la même foulée, l'Assurance Agricole vient en réponse au développement de mécanismes efficaces de transfert de risques afin d'aider les producteurs agricoles à faire face aux effets néfastes du Changement Climatique. Les perspectives concernant l'Assurance agricole s'articulent autour de trois points : premièrement, la garantie obligatoire des appuis financiers via FDA, deuxièmement, l'appropriation progressive par les bénéficiaires et enfin, l'intervention via OP (organisation de producteurs).

Le FDA est à pied d'œuvre avec les partenaires techniques et financiers (PTFs) dans la démarche vers la performance. A ce titre, la réunion de partage et d'échange organisée le 04 avril dernier à l'hôtel Le Combava Ambodihady est venue renforcer la vision et les démarches du FDA, envers lesquelles les PTFs, à savoir les Représentants de la Délégation de l'Union européenne, du FIDA, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de l'Agence Française de Développement, de la GIZ PrADA, de la JICA et de la FAO, ont affirmé leur soutien.



## LE PROJET PAPRIZ CONTRIBUE DAVANTAGE À L'ATTEINTE DE L'AUTOSUFFISANCE EN RIZ À MADAGASCAR PAR LA VULGARISATION DE NOUVELLES VARIÉTÉS DE RIZ FY VARY 85 ET FY VARY 32

Le Projet PAPRIZ 3 contribue de manière intense à la production et à la vulgarisation de deux nouvelles variétés Fy Vary 85 et Fy vary 32 fruits de 10 ans de recherche continue des chercheurs du Japan International Research Center for Agricultural Sciences (JIRCAS) et du FOFIFA (Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural). Ces variétés sont spécialement conçues pour les sols pauvres en phosphore de Madagascar.

Ces deux nouvelles variétés de riz offrent de nombreux avantages pour les agriculteurs malagasy. Elles sont plus productives et ont une durée de maturation plus courte, permettant ainsi aux agriculteurs de récolter plus rapidement et d'obtenir un meilleur rendement.



Au cours de la saison de culture de l'année 2021-22, la production de semences souche de la nouvelle variété de riz Fy Vary 85 et Fy Vary 32 a été lancée dans trois stations de recherche de FOFIFA, à savoir Kianjasoa, Tsarararano et Cala Ambohitsilaozana. Pour la campagne 2022-23, la production de semences certifiées de la nouvelle variété de Fy Vary 85 et Fy Vary 32 a eu lieu été dans 11 régions, avec la participation de 23 producteurs semenciers, quatre (04) coopératives productrices de semence de semence et CFFAMMA Anosiboribory.

En juillet-août 2022, le Projet PAPRIZ a mené une enquête auprès de 91 paysans riziculteurs pour savoir leurs connaissances sur l'existence de la nouvelle variété et leur bon vouloir de l'essayer. Peu nombreux (17% des enquêtés) étaient au courant des deux variétés mais la plupart (92%) ont voulu essayer de les cultiver. Cette année, soixante riziculteurs ont cultivé les deux variétés et sont satisfaits du rendement. Dans la Région de Bongolava, plus précisément dans le périmètre de Volodina par exemple, la coopérative de production de semence 'Miotisoa' a obtenu 6 tonnes de rendement par hectare.

Le développement de ces nouvelles variétés de riz représente une étape importante pour l'agriculture malagasy et pour la sécurité alimentaire de la population. Le gouvernement malagasy a d'ailleurs salué cette avancée technologique en soulignant l'importance de l'innovation dans le secteur agricole. Fy Vary 85 et Fy Vary 32 sont désormais disponibles pour les riziculteurs de la grande île qui souhaitent améliorer leur production de riz et augmenter leur résilience face aux conditions climatiques difficiles. Les chercheurs continueront également de travailler pour améliorer ces variétés et en développer de nouvelles afin d'assurer la durabilité de l'agriculture malagasy pour les générations à venir.



FY VARY 32



FY VARY 85





## L'INTERVENTION DU PROJERMO A MANDROSONORO, A AMBOROMPONTSY ET A AMBATOMAINTY SUD A SUSCITE LE DEVELOPPEMENT SOCIO ECONOMIQUE DE LEURS COMMUNES DIXIT LES MAIRES Eugène RAVELOARISON, Jean Samuel RAMAMINIRINA et Jaoarisoa RAKOTONDRALAMBO

A la veille de sa phase de clôture, les résultats des appuis du PROJERMO envers ses bénéficiaires sont visibles et palpables. A rappeler que le projet vise à soutenir et à promouvoir les Jeunes Entreprises Rurales (JER) dans ses deux régions d'intervention (Régions d'Amoron'i Mania et Bongolava) en leur offrant des opportunités de développement économique. Le PROJERMO est conçu pour renforcer les compétences entrepreneuriales des JER et faciliter leur accès aux financements, dispenser des formations et fournir des services d'accompagnement nécessaires pour développer leurs activités agricoles. L'objectif principal est de contribuer à l'autosuffisance alimentaire du pays et de stimuler la création d'emplois afin de contribuer à la réduction de la pauvreté en encourageant l'entrepreneuriat rural.

Quelques autorités locales ainsi que JER dans les deux régions d'intervention témoignent de leurs succès via les appuis obtenus du PROJERMO.

### 10 000 tonnes de production d'arachide pour la campagne Agricole 2022 – 2023 dans la commune Mandrosonoro

Selon RAVELOARISON Eugène, Maire de Mandrosonoro, en 2000 il y avait 7000 habitants dans la commune. Quant aux infrastructures, il n'y a jamais eu de réhabilitation, ni de nouvelles constructions depuis la colonisation. En plus, le revenu de la commune était faible, car les habitants, de l'ethnie « **Bara** », vivaient uniquement de l'élevage bovin.

« Avant l'arrivée du PROJERMO (en 2017), la commune avait 15 000 habitants. Plusieurs projets se sont déjà succédés dans la commune, mais seul PROJERMO a pu apporter un véritable développement tangible et palpable au niveau des infrastructures. Grâce au projet, l'immigration a énormément augmenté et l'aménagement de Beanantsonga, qui était une zone rouge auparavant, a réduit l'insécurité au sein de la commune. Les villageois ont désormais un emploi en travaillant pour les JER ».

De 15 000 à 22 000 habitants « La récolte d'arachides « **Donga** » était bonne l'année dernière et elle a encore augmenté cette année. Raison pour laquelle la vie de la commune commence à s'améliorer, le taux de paiement des ristournes a passé du simple à triple ces deux dernières années »

« Le projet PROJERMO a apporté un grand développement important au sein de la commune, non seulement en termes de niveau de vie mais surtout la mentalité des habitants. Beanantsonga était une zone rouge, aujourd'hui une jeune femme peut s'y balader toute seule sans crainte. Quand l'aménagement de Beanantsonga sera achevé, ce ne sera que bénéfique pour nous.

PROJERMO a mis en place ce qu'on appelle KASTI au sein de la commune. C'est un comité qui lutte contre les feux de brousse et a pour objectif de planter des arbres fruitiers, comme des manguiers. De plus, son développement sera encore plus important quand la route RN 35 entretenue par PROJERMO sera achevé. »



### Témoignage de Mr RAMAMINIRIANA Jean Samuel, JER 3, Ex Maire Commune rurale Ambatomainy Sud, District Fenoarivobe, Région Bongolava

« Je suis là depuis 1995, quand je me suis installé, j'ai commencé à travailler en tant que vendeur de riz ambulant. Après, je me suis converti dans le métier d'Agriculteur. J'ai constaté qu'il y a encore beaucoup de superficies cultivables, j'étais convaincu qu'être paysans me conviendrait très bien donc je me suis lancé dans le secteur.

En riziculture irriguée je récoltais 3 tonnes à l'hectare en utilisant les méthodes traditionnelles. Mais après avoir suivi des formations auprès de l'équipe PROJERMO, nous avons rénové les techniques et on a pu récolter à peu près 6 tonnes à l'hectare et on espère même aller au-delà de ce chiffre.

Les techniques acquises durant les formations sont plus faciles et opérationnelles quand on est appuyé financièrement, puisqu'on parvient à rassembler tous les matériels et intrants nécessaires.

En effet, à part le fait d'être agriculteur, je suis aussi collecteur. Je collecte du riz dans toutes les périphéries de la région de Bongolava notamment à Ambatomainy et Ambohitromby.

Grâce à l'appui de PROJERMO, j'ai pu accéder au crédit via la BNI avec un taux bonifié. Ce crédit m'a permis de réaliser mes activités agricoles et de m'aider en tant que collecteur.

Ainsi, j'ai pu élargir mes surfaces cultivées grâce à la possibilité d'achat de quelques étendues de terrain pour ainsi générer plus de bénéfice.

Aujourd'hui, j'ai pu rembourser la totalité de mon prêt auprès de la BNI. »

Grâce au PROJERMO, notre Commune d'Ambatomainy Sud a bénéficié des Barrages, de Guichet foncier, de magasin, et le plus important pour la population et les travaux de réhabilitations des pistes.

En effet, les travaux de réhabilitation des infrastructures financés par PROJERMO de pistes reliant Tsiroanimandidy jusqu'à Ambohitromby, en passant par la Commune rurale d'Ambatomainy Sud, ont des impacts directs sur le bien-être général des populations de notre commune d'Ambatomainy dixit le Maire pour ne citer que:

### Témoignage de Monsieur RAKOTONDRALAMBO Jaoarisoa, Maire de la Commune Rurale Amborompotsy district Ambatofinandrahana

« Je me souviens bien l'époque où seuls 02 véhicules, appartenant aux villageois, venaient à Amborompotsy, une ou deux fois par jour, pour sortir les récoltes des habitants. Mais maintenant, 20 véhicules et même plus, viennent tous les jours pour transporter les récoltes ».

L'augmentation de la production, au sein de la commune, est estimée entre 50 à 70%, grâce à l'intervention de PROJERMO.

La commune produisait environ 1.500 tonnes de production agricole par an, avant l'arrivée du projet. Actuellement, grâce aux différents appuis de PROJERMO, on est dans les 3.000 tonnes et plus.

On ne produisait que du riz, du maïs et du manioc, mais depuis l'arrivée de PROJERMO, on a adopté la culture d'arachides Donga. C'est d'ailleurs ce que cultive maintenant la majorité des agriculteurs de la commune.



- l'amélioration de l'accessibilité: les travaux de réhabilitation de ces pistes a facilité le déplacement des personnes et des biens et a favorisé l'intégration des fokontany isolés et leur a permis d'accéder aux services essentiels tels que les écoles, les centres de santé et les marchés. Avant la réhabilitation, les camions mettaient 03 jours pour le trajet de Tsiroanimandidy à Ambatomainy Sud, maintenant ils le font en 04 heures.

- le développement économique de notre Commune d'Ambatomainy Sud: le Maire a témoigné qu'après les travaux, les agriculteurs ont pu transporter facilement leurs produits vers les marchés, ce qui stimulent les échanges commerciaux et accroissent les opportunités d'emploi. Les affluences des gens sur le marché hebdomadaire au Chef de Commune d'Ambatomainy Sud en disent beaucoup selon le Maire. En plus, les Collecteurs locaux, ou autres Opérateurs économiques bénéficient actuellement les services des microfinances CECAM qui s'installent dans notre commune après la réhabilitation des pistes, ce qui favorisent les investissements et la croissance économique.

- la réduction des coûts de transport au bénéfice à la fois des Agriculteurs et des Consommateurs. Avant, les pistes en mauvais état entraînait l'augmentation des frais de transport notamment en raison des véhicules endommagés et des retards causés par les difficultés de déplacement. Après l'achèvement de travaux, le frais pour aller d'Ambatomainy Sud à Tsiroanimandidy a diminué à 8 000 Ariary, si le frais était de 25 000 Ariary avant la réhabilitation.

- l'accès aux services de base : Aujourd'hui, les pistes rurales en bon état permettent l'accès des populations riveraines aux services de base, tels que les écoles, les marchés, surtout les services de santé et les services d'urgence.

Chaque année, avant PROJERMO, l'argent de la ristourne servait uniquement à payer les salaires des agents communaux. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, car l'entrée d'argent de la commune a beaucoup augmenté. Maintenant, elle peut subvenir à la rénovation et la construction des infrastructures.

On observe aussi l'amélioration du niveau de vie de la plupart des ménages qui leur permet d'acheter des panneaux solaires et de se procurer un abonnement de canal satellite.





# PRINCIPAUX INDICATEURS DE REALISATION DE FORMAPROD

## JEUNES FORMES AUX METIERS AGRICOLES ET RURAUX

Jeunes formés aux métiers agricoles et ruraux :

**103 749**

(soit 103% de l'objectif)

Dont :

Sortants de formation par apprentissage :

**55 066**

Sortant formation délocalisée :

**46 956**

Sortant formation initiale :

**1727**



Jeunes bénéficiant de kit de démarrage :

**28 875**

(soit 98% de l'objectif)

Jeunes formés et accompagnés au premier cycle de leur production :

**69 966**

## CENTRE ET ETABLISSEMENT DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE (CEFAR) APPUYES

CEFAR appuyés :

**94**

(soit 94% de l'objectif)  
Dont

CEFAR bénéficiant de renforcement de capacités (pour son équipe) :

**94**

CEFAR bénéficiant d'infrastructures (nouvellement construite ou réhabilitée) :

**71**

CEFAR bénéficiant de matériels et équipements divers (pour dortoir, cuisine, salle informatique,...) :

**43**



## PRODUCTEURS APPUYES

Producteurs en activité formés via le Champs école paysan (CEP) :

**28 773**

(soit 96% de l'objectif)

EAF et Jeunes bénéficiant de Compétences complémentaires :

**15 463**

Producteurs subventionnés via MP :

**11 400**



## INFRASTRUCTURES DE PRODUCTION

Périmètres aménagés :

**4 104Ha**

Unité de transformation :

**11**

Pistes réhabilitées :

**139km**

Infrastructures d'élevage construites :

**02**

Magasin de stockage :

**15**



## STRATEGIE SOFT D'ACCÉLÉRER LA RÉFORME ET LA TRANSFORMATION DU SECTEUR AGRICOLE DE MADAGASCAR

Le Plan Émergence Madagascar trace le cadre de mise en œuvre de la politique pour développer Madagascar. L'autosuffisance alimentaire, l'industrialisation de Madagascar, l'industrie touristique, l'autonomie et la responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées, la gestion durable et la conservation des ressources naturelles figurent parmi les engagements de SEM le Président de la République. Ce plan a permis de faire ressortir des plans nationaux sectoriels de développement, dans lequel des stratégies et programmes ont été élaborés et mis en place.

Dans le cadre de la réalisation des objectifs stratégiques énoncés dans le Plan Emergence Madagascar (PEM), et atteindre l'autosuffisance alimentaire, Velirano N°9, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage a pour mission de concevoir, mettre en œuvre et coordonner la Politique Générale de l'Etat (PGE) dans le domaine de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ainsi qu'en matière de recherche agricole.

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage vise une croissance économique accélérée du monde rural à travers une vision transformationnelle de l'Agriculture et de l'Elevage. Ses missions consistent à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en tenant compte du contexte de changement climatique, et à assurer l'émergence d'un secteur Agricole moderne et durable en adoptant une stratégie basée sur une politique d'autosuffisance alimentaire, de modernisation et de promotion de l'agrobusiness et une politique d'exploitation durable et rationnelle des ressources naturelles renouvelables.

Afin d'accélérer la réforme et la transformation du secteur Agricole de Madagascar Le MINAE s'appuie sur divers documents de cadrage et de planification.

### PSAEP/PNIAEP

« Madagascar en 2025, s'appuie sur une production Agricole compétitive et durable, intégrant des exploitations familiales et des unités de transformation modernisées pour assurer la sécurité alimentaire et conquérir les marchés d'exportation ». Telle est la vision du PSAEP/PNIAEP

Madagascar a conçu et mis en œuvre le Programme National de Développement PSAEP et son Plan de Mise en Œuvre PNIAEP depuis le début de l'année 2015. Pour avoir une meilleure cohérence avec ces deux documents de référence, les départements en charge de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ont décidé de concevoir la Lettre de Politique de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. Elle a été validée par tous les acteurs concernés par ces trois sous-secteurs et adhère parfaitement à la Politique Générale de l'Etat. Pour la mise en œuvre de la LPAEP, Madagascar

s'est doté du présent Programme Sectoriel Agricole, Elevage et Pêche ou PSAEP sur l'horizon 2025 pour quantifier les principales interventions à mener jusqu'à cette période et du Programme National d'Investissement Agricole, Elevage et Pêche qui fixe les principaux indicateurs, quantifie les axes prioritaires à mener et évalue les budgets requis à chacune de ces interventions.

### Compact sur la Souveraineté Alimentaire et la résilience

Le Compact découle des opportunités, des contraintes et des résolutions identifiées durant les grands chantiers entrepris par le MINAE durant l'année 2022, à savoir les Concertations Régionales et la Conférence Nationale sur l'Autosuffisance Alimentaire, le Salon BtoB, la Foire Internationale de l'Elevage et de la Production Animale (FIEPA), le Colloque National sur l'Elevage, la présentation du PEM aux Partenaires Techniques et Financiers et le Forum des investisseurs.

Attachant une importance particulière à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire et la modernisation de l'Agriculture, telles que prévues dans le cadre du PEM, il est articulé autour de sept programmes qui répondent aux défis croissants imposés par l'évolution des besoins alimentaires des malagasy, du contexte de développement économique de Madagascar dont : (1) Le Programme de Développement de la Riziculture , (2) Le Programme de Développement des cultures vivrières, (3) Le Programme de de développement de grain sec (4) Le Programme de Développement des cultures industrielles, (5) Le Programme de Développement de la filière bovine à viande, (6) Le Programme de Développement de la filière « petits ruminants », (7) Le Programme de Développement de l'Agrobusiness (8) le Programme d' appui au secteur agricole . La mise en œuvre est prévue pour la période de 2023 à 2028.

Le MINAE s'appuie sur quelques documents stratégique comme la Stratégie Nationale de développement rizicole (SNDR), la Stratégie Nationale de la formation Agricole et rurale (SNFAR), la Stratégie Nationale de l'Agriculture Biologique, la Stratégie Nationale de la Vulgarisation et conseil Agricole de Madagascar et la Stratégie nationale semencière

# CASEF

## PROJET DE CROISSANCE AGRICOLE ET DE SECURISATION FONCIERE



# LES BÂTIMENTS REALISES ET EN COURS PAR LE PROJET AD2M PHASE-II DANS LES REGIONS MENABE ET MELAKY

**29**

## BÂTIMENTS RÉALISÉS

**2**

BUREAUX ASSOCIATIONS DES USAGERS DE L'EAU

**12**

BOUTIQUES D'INTRANTS

**6**

GUICHETS FONCIERS

**5**

MAGASINS DE STOCKAGE DE PRODUITS

**4**

MAGASINS DE STOCKAGE DE SEMENCES



**93 %**

**DE RÉALISATIONS**

**2**

**BÂTIMENTS EN COURS**

- 1 Guichet Foncier
- 1 Magasin de Stockage de Produits

